

Données sociales 2003

Sommaire

	Pages
<i>Avant-propos : la conjoncture économique</i>	4
✓ La situation de l'emploi au 31 décembre 2003	5
✓ L'évolution de l'emploi.....	13
✓ L'état des salaires réels	17
✓ La formation professionnelle continue	24
<i>Annexes : données chiffrées</i>	34

Avant-propos :
la conjoncture économique

L'évolution de l'activité des établissements de crédit spécialisés

• La production de l'année

Malgré un environnement macro-économique très défavorable, les établissements de crédit spécialisés¹ ont pu maintenir globalement une croissance modérée de leur production, d'un taux proche de celui de l'année précédente. Avec **73,1 Mds €** de nouveaux financements, et grâce à une évolution au second semestre globalement mieux orientée (+5,5% par rapport à la même période de l'année précédente) qu'au premier (+1,9%), ils enregistrent en effet une hausse annuelle de la production de **+3,7%**, après +4,3% en 2002. Sur une base 100 en 1993, la production s'inscrit à 175 en 2003.

Cette tendance d'ensemble recouvre cependant une nouvelle fois des évolutions différenciées selon la nature des financements. De façon générale, on notera que les opérations réalisées avec les particuliers enregistrent une évolution plus favorable (activité plutôt bien orientée pour le crédit à la consommation avec une hausse de +5,6% à 35,9 Mds € et forte progression confirmée pour les crédits au logement avec +20,1% à 10 Mds €) que celles réalisées avec les entreprises ou les professionnels (financements d'équipement à nouveau en recul à -1,3% avec 20,6 Mds €, immobilier d'entreprise en net repli à -9,4% avec 6,7 Mds € et rebond de croissance modeste dans l'affacturage avec +3,8% avec 73,2 Mds € de créances prises en charge).

• Les opérations en cours en fin d'année

Le montant des opérations en cours s'établit à **203 Mds €** à fin décembre 2003, en hausse de **+3,7%** sur douze mois. Sur une base 100 en 1993, l'encours global des établissements spécialisés s'établit à 126 à fin 2003. Il se répartit comme suit, selon les trois grands pôles de financement de ces établissements :

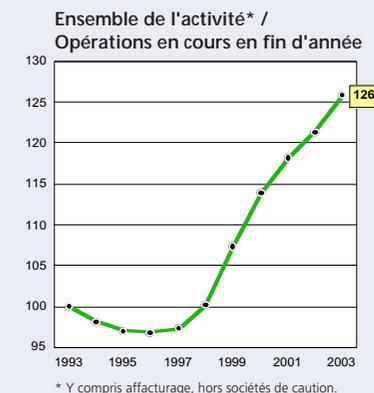
- **101,1 Mds €** pour les financements d'équipement (+3,2% sur douze mois), dont 42,1 Mds € pour l'équipement des entreprises et des professionnels (+0,8%) et 59 Mds € pour les particuliers (+5%) ;
- **86,1 Mds €** pour les financements immobiliers (+3,8%), dont 39 Mds € pour l'immobilier d'entreprise (+2,4%) et 47,1 Mds € pour le financement du logement (+5%) ;
- **15,8 Mds €** pour les opérations d'affacturage (+5,8%).

A ce montant global s'ajoutent les engagements hors-bilan des sociétés de caution pour 70 Mds € (+23,2%).

La part des établissements de crédit spécialisés dans l'ensemble des crédits à l'économie destinées au secteur privé (y compris opérations de location simple) s'établit à fin 2003 à **18,5%**. Cette part atteint **52,1% pour le crédit à la consommation** (crédits de trésorerie) et 28,1% pour les crédits d'investissement et de trésorerie aux entreprises et aux professionnels.

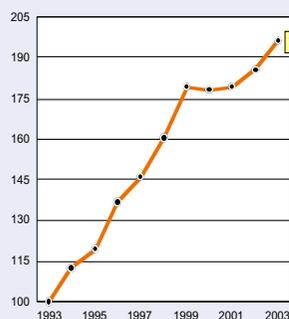
Les principaux domaines d'intervention des établissements de crédit spécialisés^(a)

(a) L'évolution de la production annuelle et des opérations en cours en fin d'année est exprimée en indice base 100 en 1993.

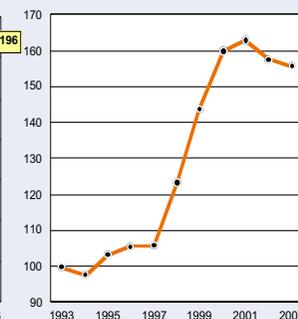


Equipement / Production annuelle

Financement de l'équipement des particuliers (crédit à la consommation)



Financement de l'équipement des entreprises et des professionnels (location de matériels)

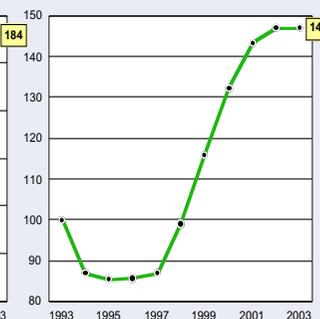


Equipement / Opérations en cours en fin d'année

Financement de l'équipement des particuliers (crédit à la consommation)

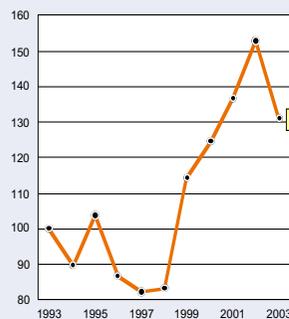


Financement de l'équipement des entreprises et des professionnels (location de matériels)

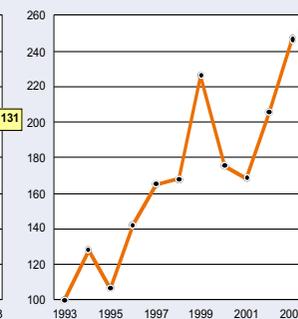


Immobilier / Production annuelle

Financement de l'immobilier d'entreprise (crédit-bail immobilier)

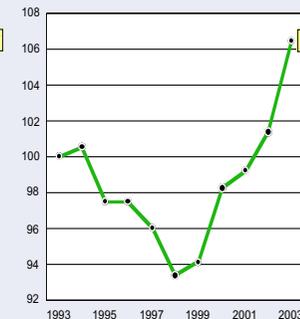


Financement du logement (crédits acquéreurs classiques et réseau CIF)



Immobilier / Opérations en cours en fin d'année

Financement de l'immobilier d'entreprise (crédit-bail immobilier)



Financement du logement (crédits acquéreurs classiques et réseau CIF)



¹ Ensemble des adhérents de l'ASF (membres de droit, membres correspondants et affiliés).

1 - La situation de l'emploi

La situation de l'emploi au 31 décembre 2003 : les données de base

(par coefficients hiérarchiques, sexes, tranches d'âge et d'ancienneté, exprimées sur la base de 10 000 salariés *)

Age Ancienneté (nombre d'années)	HOMMES																FEMMES																	
	< 25 ans				de 25 à 40 ans				de 41 à 55 ans				plus de 55 ans				< 25 ans				de 25 à 40 ans				de 41 à 55 ans				plus de 55 ans					
	moins de 3 de 3 à 10	moins de 3 de 3 à 10	de 11 à 15 de 15	plus de 15	moins de 3 de 3 à 10	moins de 3 de 3 à 10	de 11 à 15 de 15	plus de 15	moins de 3 de 3 à 10	moins de 3 de 3 à 10	de 11 à 15 de 15	plus de 15	moins de 3 de 3 à 10	moins de 3 de 3 à 10	de 11 à 15 de 15	plus de 15	moins de 3 de 3 à 10	moins de 3 de 3 à 10	de 11 à 15 de 15	plus de 15	moins de 3 de 3 à 10	moins de 3 de 3 à 10	de 11 à 15 de 15	plus de 15	moins de 3 de 3 à 10	moins de 3 de 3 à 10	de 11 à 15 de 15	plus de 15						
N o n - c a d r e s	150	2			1				1	2			3				6			7	12	2			1	6	1	10				1	1	1
	165	4	4		11	25	2	1	1	1			1				13	4		32	78	10	1		3	8	1	4			1	1	1	
	180	7	2		10	13	1	1			2	2	4			1	1	42	5		60	34	4	3		4	4	4	19			1		1
	195	26	2		57	36	4			1	3	1	4			1	2	57	14		150	126	15	7		8	13	15	41	1				4
	210	10	2		23	55	7	2		1	1	4	11			1	1	24	8		73	200	31	14		4	22	13	59			1		7
	225	12	3		28	61	12	2		3	8	6	6					25	3		91	206	57	18		8	39	25	73			3	3	9
	240	18	4		62	91	15	3		4	7	6	13	1			3	60	9		129	254	81	15		2	17	26	93			1	3	18
	255	4	2		30	83	15	6		1	6	5	17			1		4	1		28	203	113	58		3	20	36	108			3	4	15
	275	1	1		12	33	5	1			4	10	12			1	3	3	3		23	79	36	16		3	8	17	75			1		7
	295	4			22	38	12	1		1	6	3	14					15			36	99	47	24		4	16	23	133			1	2	19
310	3			27	47	11	5			9	9	26			1	1	2	9	1		41	93	38	13		1	25	25	114			1		12
325				1	10	6	1			2	2	6				1	1			2	16	9	6			7	4	34					7	
340				7	45	8	2		1	6	4	9	1			1	5	1		8	41	31	17			9	15	41			2	1	7	
C a d r e s	300	8			51												9			44														
	360	4	1		105	166	21	1		7	10	4	13			1	1	1	2		73	165	34	12		5	12	17	34	1				
	400	7	2		131	223	43	9		14	41	31	68			1	2	9	4	1	57	185	58	32		7	39	31	92			1	2	9
	450				52	151	25	4		12	43	21	30	1		3	1	3			39	104	32	9		5	25	14	36				1	4
	550				28	100	19	7		15	63	67	110			4	4	27			12	57	42	9		4	22	32	71			1	4	14
	625				13	36	12	2		6	20	13	14	1		1	1	3			6	29	13	4		1	14	12	12			1		3
	700				21	51	17	1		7	41	35	47	1		7	5	17			8	23	8	3		2	14	8	20			1	2	4
	850				12	24	7	1		7	36	19	24	1		5	1	14			1	7	4	1		3	14	4	6			1		1
	900				9	11	1			17	43	12	32	1		12	9	18			1	5				2	7	2	4	1		3	1	1
	Σ Ancienneté	110	23		712	1300	243	50		99	354	254	464	7	38	33	115	274	49		921	2016	665	262		70	341	325	1079	3	21	28	144	
Σ Age		133					2305					1171				193		323				3864				1815							196	
Σ Sexe									3802																	6198								

Total : 10 000

* Données établies sur la base d'un échantillon de 67 établissements regroupant près de 60% de l'effectif total de la profession. Voir aussi annexes 1 à 4, pages 35 à 37.

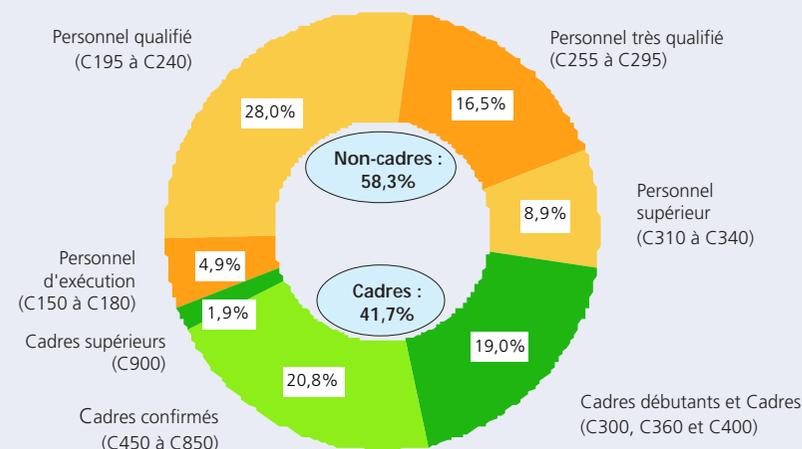
La structure du personnel selon les coefficients et les catégories hiérarchiques de la convention collective

Haut niveau de qualification des salariés de la profession : **42%** ont le statut de **cadre**, et 92% des salariés non-cadres sont situés dans les catégories de personnel qualifié, très qualifié ou supérieur (coefficients hiérarchiques 195 à 340 de la convention collective).

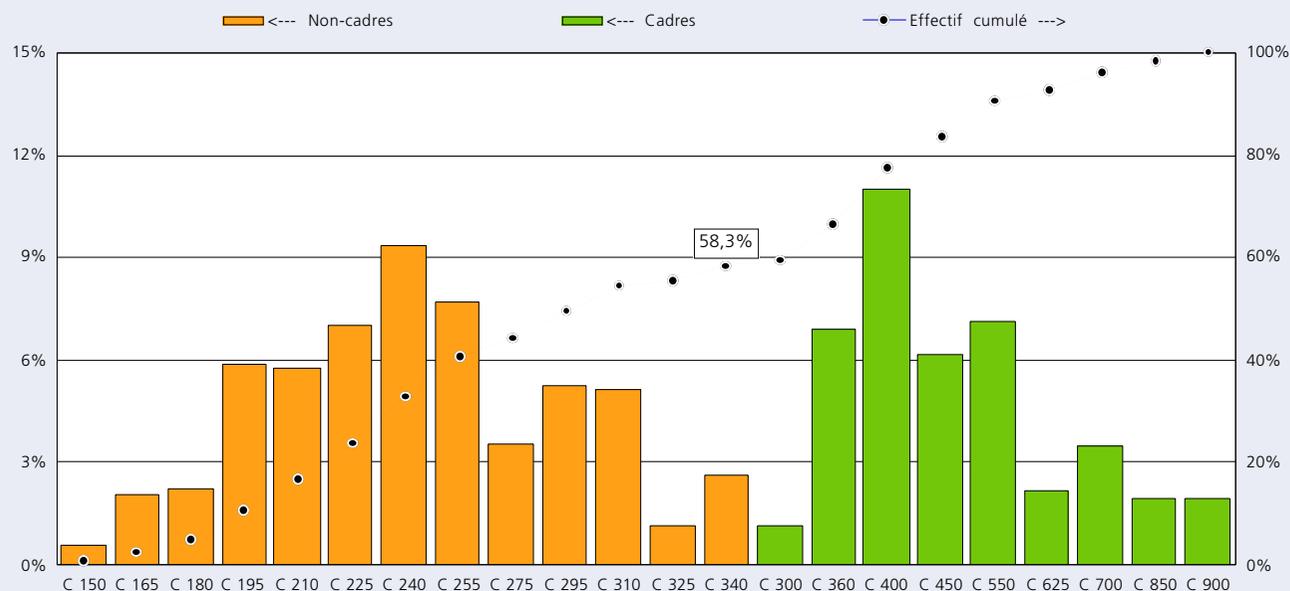
Les plus fortes concentrations de salariés se situent, pour les non-cadres, avec **36% de l'effectif total** (et 61% de l'effectif total des non-cadres), dans la zone des coefficients 195 à 255 correspondant au "**personnel qualifié**", et, pour les cadres, dans celle des coefficients 400 à 550 avec 24% de l'effectif (et 58% de l'effectif total des cadres).

Deux coefficients hiérarchiques regroupent la part relative la plus élevée du personnel : en premier lieu le **coefficient 400** (position "cadre") avec 11% de l'effectif total de la profession - et 26% de l'effectif des seuls cadres -, et le **coefficient 240** (non-cadre, niveau "personnel qualifié") avec 9,4% de l'effectif total de la profession - et 16% de l'effectif des seuls non-cadres -.

Structure du personnel par catégories hiérarchiques (en % de l'effectif total)



Structure du personnel par coefficients hiérarchiques (en % de l'effectif total)

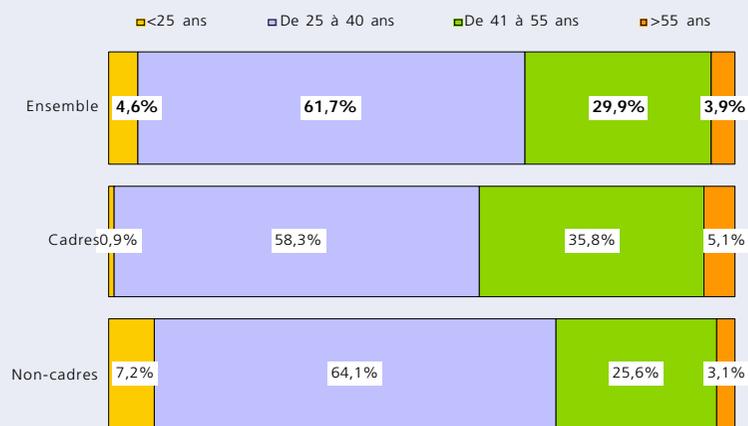


La structure du personnel selon le sexe, l'âge, l'ancienneté et la qualification

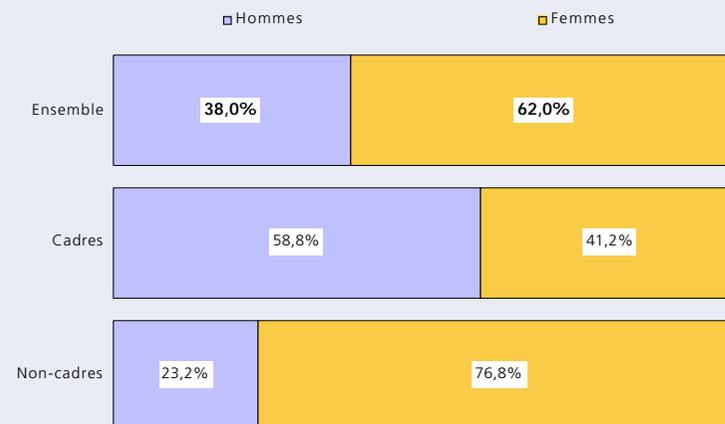
Trois traits caractéristiques à relever :

- Un **taux de féminisation élevé** : les femmes représentent **62%** de l'effectif (41% des cadres et 77% des non-cadres).
- Un **personnel jeune** : la part des salariés de **moins de 40 ans** atteint **66%** du total. Cette proportion s'élève à 71% pour le personnel non-cadre mais s'abaisse à 59% pour le personnel cadre.
- Un **personnel assez récent** : **22%** des salariés ont **moins de 3 ans d'ancienneté**, et 63% moins de 10 ans.

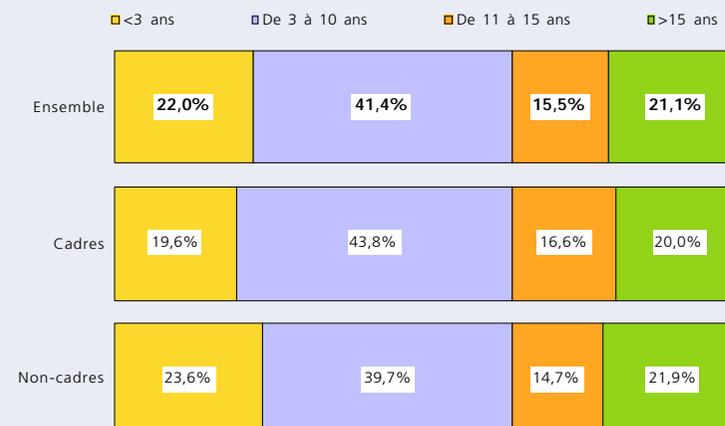
Structure du personnel selon l'âge et la qualification
(en % de l'effectif total ou de celui de la catégorie de personnel considérée)



Structure du personnel selon le sexe et la qualification
(en % de l'effectif total ou de celui de la catégorie de personnel considérée)

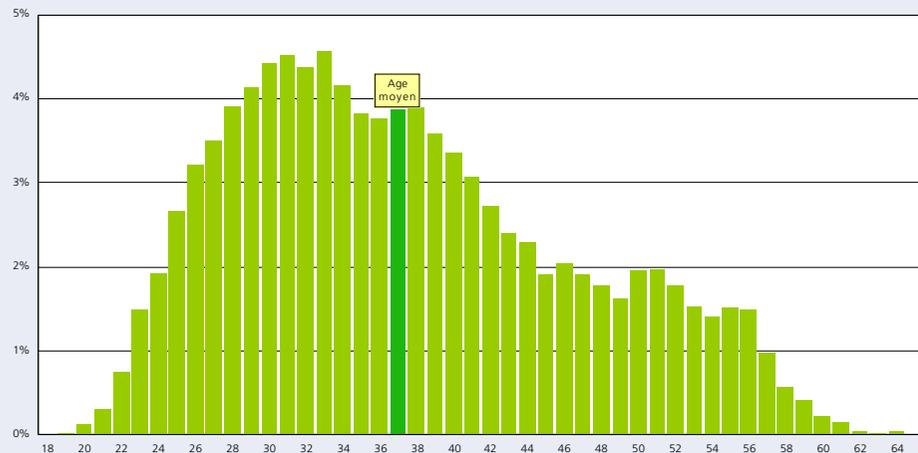


Structure du personnel selon l'ancienneté et la qualification
(en % de l'effectif total ou de celui de la catégorie de personnel considérée)



La structure du personnel selon l'âge

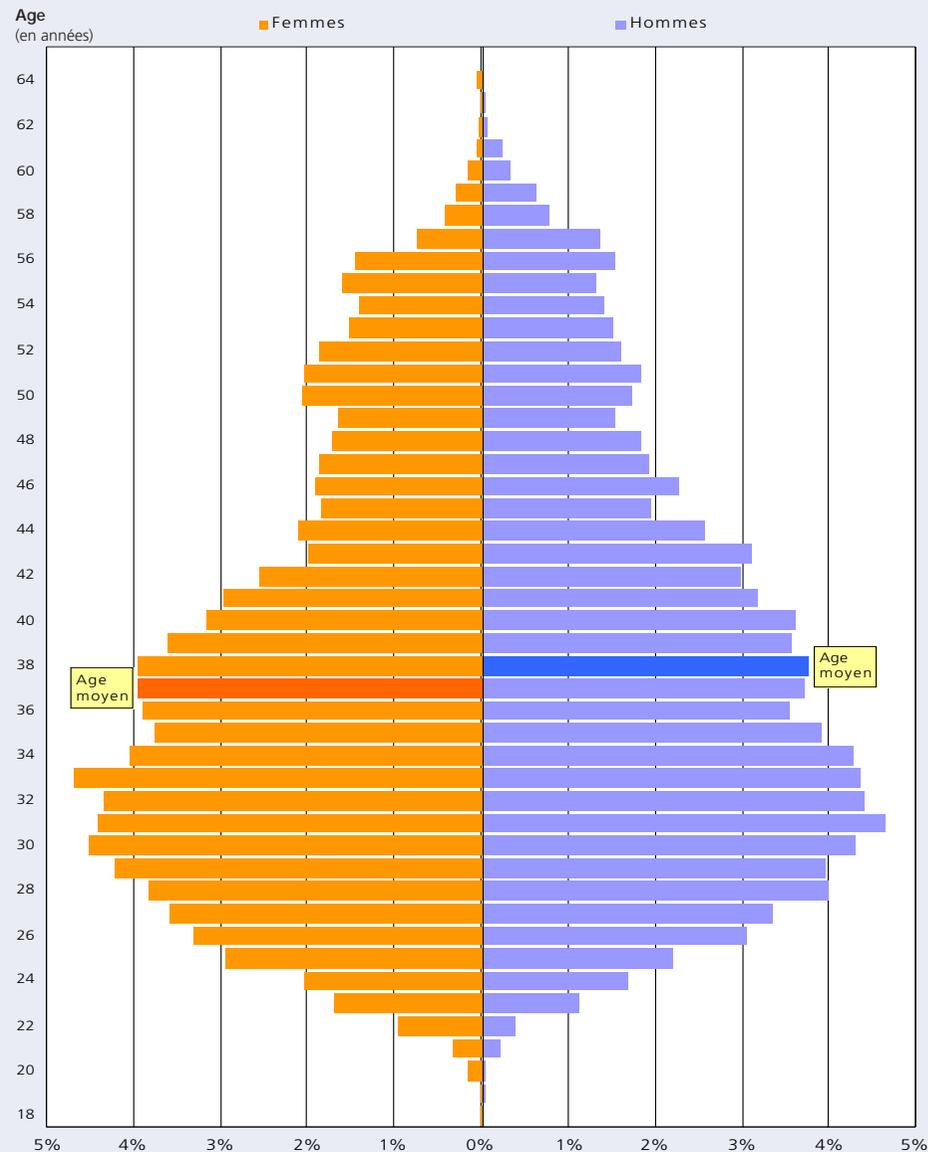
Ensemble du personnel
(en % de l'effectif total)



- **L'âge moyen** des salariés de la profession s'établit à **37,5 ans**, dont 37,2 ans pour les femmes et 38 pour les hommes.
- La tranche d'âge de **18 à 25 ans** regroupe **7,2%** de l'effectif total (8,2% de l'effectif femmes et 5,7% de l'effectif hommes).
- La tranche d'âge de **26 à 40 ans** regroupe **59%** de l'effectif total (59,4% des femmes et 58,4% des hommes). L'effectif cumulé des salariés ayant de 18 à 40 ans représente 66% du total (68% des femmes et 64% des hommes).
- La tranche d'âge de **41 à 55 ans** regroupe **29,8%** du total (29,2% des femmes et 30,8% des hommes). L'effectif cumulé des salariés ayant de 18 à 55 ans représente 96% du total (97% des femmes et 95% des hommes).
- Les salariés âgés de **plus de 55 ans** représentent **4%** du total (3,2% des femmes et 5,1% des hommes).

Pyramide des âges par sexes

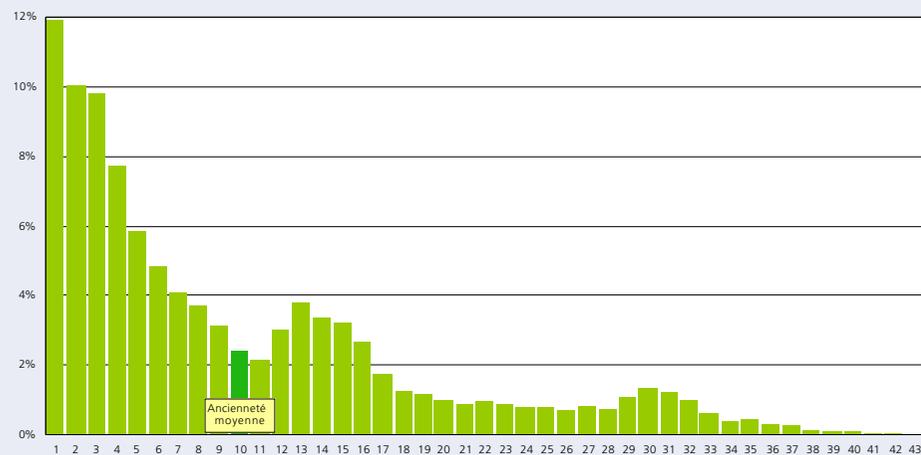
(en % de l'effectif total de chaque sexe)



La structure du personnel selon l'ancienneté

Ensemble du personnel

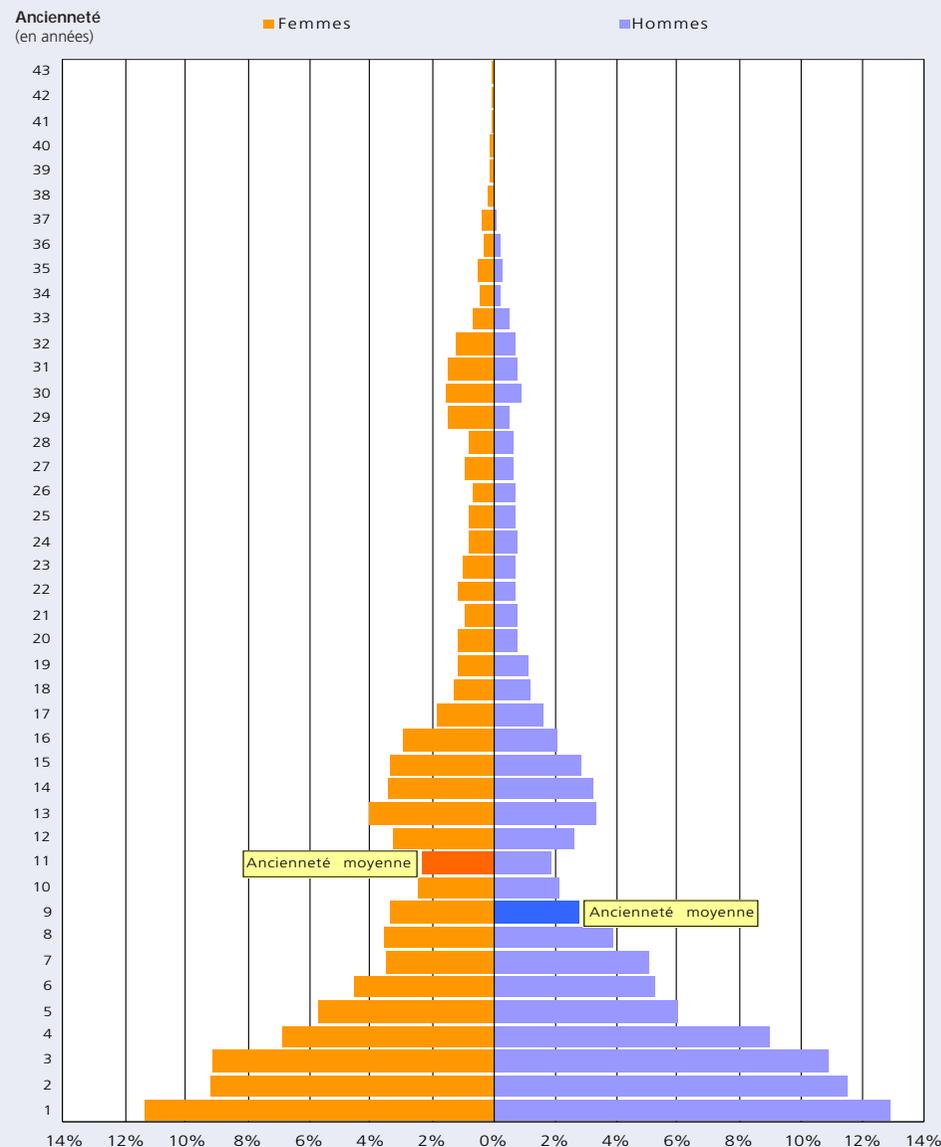
(en % de l'effectif total)



- L'**ancienneté moyenne** des salariés de la profession s'établit à **9,8 ans**, dont 10,6 ans pour les femmes et 8,5 ans pour les hommes.
- Les salariés ayant **moins de 3 ans d'ancienneté** représentent **22%** du total de l'effectif (24,4% de l'effectif hommes et 20,5% de l'effectif femmes).
- Les salariés ayant **entre 3 et 10 ans d'ancienneté** représentent **41,4%** du total de l'effectif (45,1% de l'effectif hommes et 39,1% de l'effectif femmes). L'effectif cumulé des salariés ayant moins de 10 ans d'ancienneté représente 63% du total (60% des femmes et 70% des hommes).
- Les salariés ayant **entre 11 et 15 ans d'ancienneté** représentent **15,5%** du total (16,4% des femmes et 13,9% des hommes). L'effectif cumulé des salariés ayant moins de 15 ans d'ancienneté représente 79% du total (76% des femmes et 83% des hommes).
- Les salariés ayant une **ancienneté supérieure à 15 ans** représentent **21,2%** du total (24% des femmes et 16,6% des hommes).

Structure de l'ancienneté par sexes

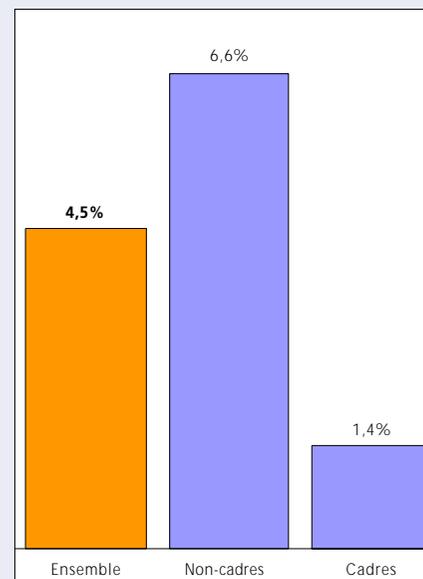
(en % de l'effectif total de chaque sexe)



Les contrats à durée déterminée

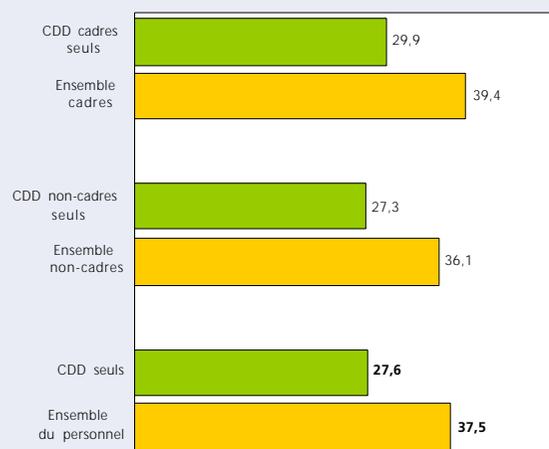
- La part des contrats à durée déterminée (CDD) s'établit à **4,5%** de l'effectif total à fin décembre 2003. Cette moyenne d'ensemble recouvre des disparités importantes puisque cette part atteint 6,6% dans la population des salariés non-cadres mais seulement 1,4% chez les cadres.
- Si l'on considère l'âge des salariés concernés, on constate que **les salariés titulaires d'un CDD sont de façon générale plus jeunes** que la moyenne d'ensemble de l'ordre de -25% à -30% : pour un âge moyen de 37,5 ans, celui des titulaires de CDD s'établit ainsi à 27,6 ans. Chez les non-cadres, les données sont respectivement de 36,1 ans et 27,3 ans, tandis que chez les cadres elles sont de 39,4 ans et 29,9 ans.
- Si l'on considère le sexe des salariés concernés, on constate une **surreprésentation de femmes chez les titulaires de CDD** : elles entrent pour 62% dans l'effectif total mais pour 73% dans la seule population de titulaires de CDD. Si cet écart n'est pas avéré chez les non-cadres (77% de femmes en règle générale et 76% chez les seuls titulaires de CDD), il l'est en revanche chez les cadres (41% de femmes en moyenne mais 54% chez les titulaires de CDD).
- Si l'on considère le niveau de salaires, on constate un **écart moyen de l'ordre de -40% en termes de salaire moyen** pour les titulaires de CDD : 24240 euros pour la moyenne d'ensemble et 20588 euros pour les seuls titulaires de CDD. Cet écart se réduit dans la population non-cadre mais s'accroît chez les cadres.

Part des contrats à durée déterminée dans la population considérée

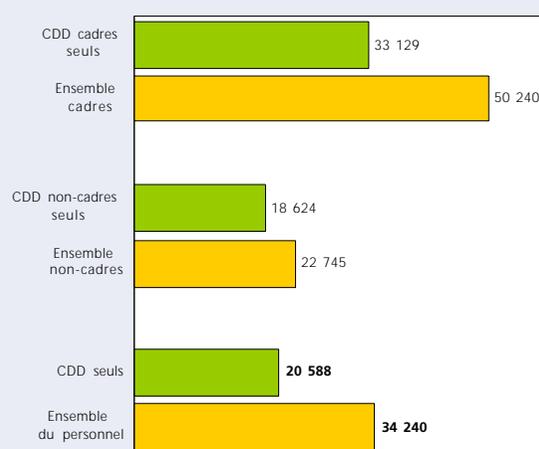


Quelques traits caractéristiques des contrats à durée déterminée :

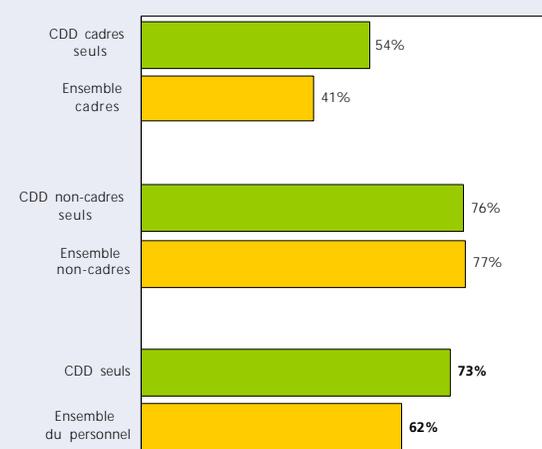
Age moyen



Salaire moyen

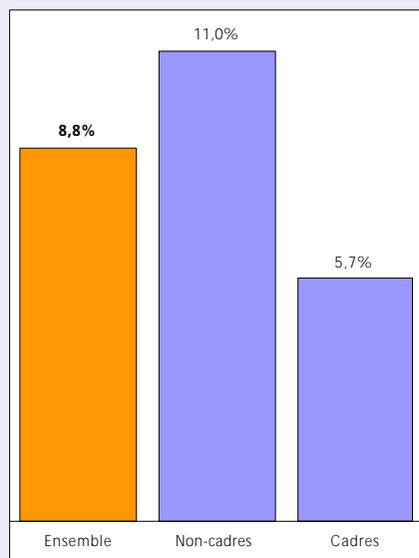


% de femmes dans la population considérée



Les contrats à temps partiel

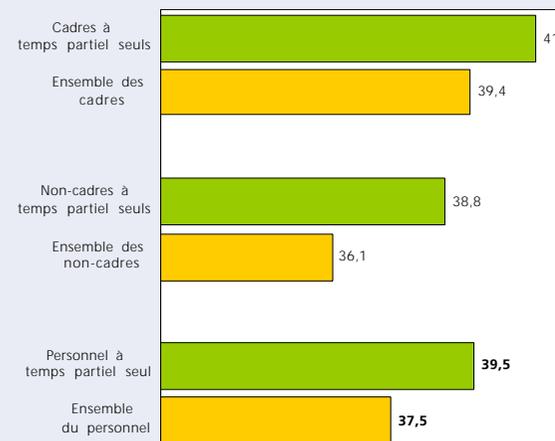
Part des contrats à temps partiel dans la population considérée



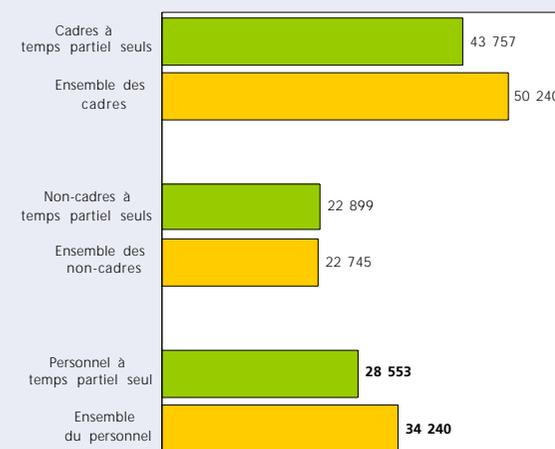
- La part des contrats à temps partiel (CTP) s'établit à **8,8%** de l'effectif total à fin décembre 2003. Cette part atteint 11% dans la population des salariés non-cadres mais seulement 5,7% chez les cadres.
- Le critère du sexe n'est pas ici pertinent dans la mesure où la quasi-totalité des salariés à temps partiel sont des femmes (environ 95% en moyenne avec des pointes à 100% dans certaines catégories hiérarchiques).
- On notera que **les salariés titulaires d'un CTP sont de façon générale plus âgés** que la moyenne d'ensemble d'environ -5% : pour un âge moyen de 37,5 ans, celui des titulaires de CTP s'établit ainsi à 39,5 ans (ces données sont respectivement de 36,1 ans et 38,8 ans pour les non-cadres et 39,4 ans et 41 ans pour les cadres).
- En termes de salaires, on constate que les salaires moyens des CTP sont légèrement inférieurs à ceux de l'ensemble de la population, mais les écarts sont moins importants que pour les CDD : ainsi l'écart moyen est de -17% pour l'ensemble du personnel.

Quelques traits caractéristiques des contrats à temps partiel :

Age moyen



Salaire moyen



2 - L'évolution de l'emploi

Les flux d'effectifs en 2003 : les données de base

	Personnel masculin			Personnel féminin			Ensemble du personnel		
	Hommes non-cadres	Hommes cadres	Total hommes	Femmes non-cadres	Femmes cadres	Total femmes	Total non-cadres	Total cadres	Total général
1 L'effectif au 31.12.2002	2 495	4 003	6 498	7 595	2 618	10 213	10 090	6 621	16 711
- Salariés titulaires d'un CDI	2 197	3 962	6 159	6 888	2 590	9 478	9 085	6 552	15 637
- Autres types de contrats (1)	298	41	339	707	28	735	1 005	69	1 074
2 Les entrées du 1.1.2003 au 31.12.2003	1 488	457	1 945	3 111	248	3 359	4 599	705	5 304
- Par CDI	260	394	654	496	182	678	756	576	1 332
- Autres types de contrats (1)	1 228	63	1 291	2 615	66	2 681	3 843	129	3 972
3 Les sorties du 1.1.2003 au 31.12.2003	1 475	379	1 854	2 857	212	3 069	4 332	591	4 923
- Dont fin de CDI	334	339	673	605	185	790	939	524	1 463
. Démission	125	137	262	281	78	359	406	215	621
. Licenciement(s) pour motif économique	2	12	14	10	8	18	12	20	32
. Licenciement(s) pour autre(s) motif(s)	48	92	140	84	44	128	132	136	268
. Mise et/ou départ en retraite ou préretraite	14	25	39	44	17	61	58	42	100
. Autres causes de fin de CDI (2)	145	73	218	186	38	224	331	111	442
- Pour fin d'autres types de contrats (1)	1 141	40	1 181	2 252	27	2 279	3 393	67	3 460
4 L'effectif au 31.12.2003	2 451	4 138	6 589	7 837	2 666	10 503	10 288	6 804	17 092
- Salariés titulaires d'un CDI	2 077	4 075	6 152	6 768	2 606	9 374	8 845	6 681	15 526
- Autres types de contrats (1)	374	63	437	1 069	60	1 129	1 443	123	1 566

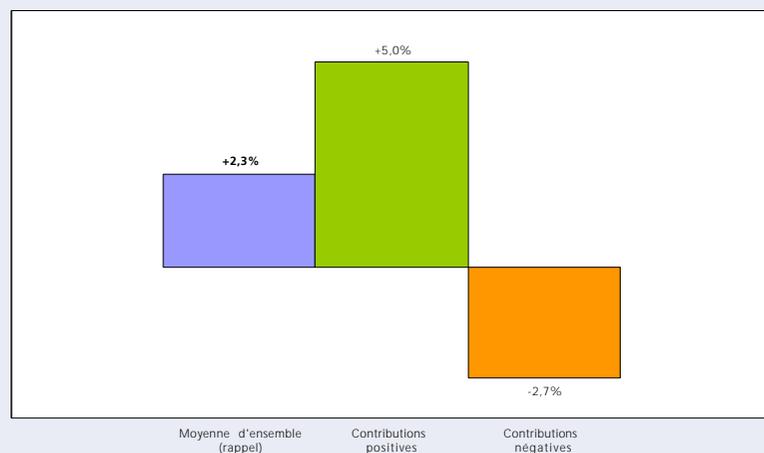
(1) Contrats à durée déterminée et autres contrats (intérimaires notamment).

(2) Décès, mutations intra-groupes (hors secteur ASF) ...

Flux d'effectifs en 2003 : les grandes tendances

- Sur les 223 sociétés ayant participé à l'enquête, 92 (41% en nombre) n'ont pas de personnel en propre, 17 (8%) n'ont que du personnel détaché (salariés non assujettis à la Convention collective des sociétés financières) et 114 (51%) ont du personnel en propre. **L'effectif global** de ces 114 sociétés **progresses de +2,3% tous contrats confondus** mais recule de -0,7% pour les seuls contrats à durée indéterminée.
- **Cette évolution d'ensemble est la résultante de mouvements à la hausse comme à la baisse.** Ainsi, tous contrats confondus, 22% en nombre de ces sociétés enregistrent une stabilité de leurs effectifs, 47% une hausse moyenne de ceux-ci de +7,6%, ce qui représente une contribution positive de +5% à l'évolution d'ensemble, cependant que 31% enregistrent un recul moyen de -9%, ce qui représente une contribution négative de -2,7%. Au total, le solde final ressort donc positif à +2,3%.

Mouvements d'effectifs et soldes en 2003

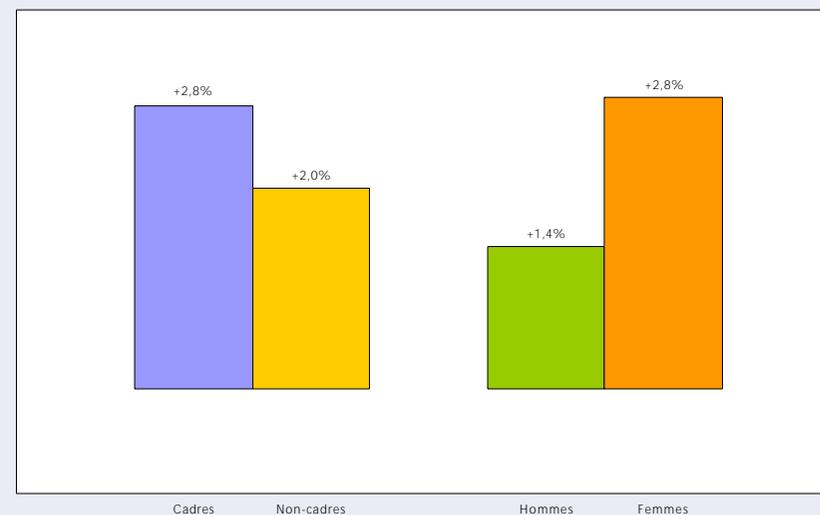


Flux d'effectifs, qualification et sexes des salariés en 2003

L'évolution des effectifs varie selon la qualification des salariés et le sexe de ceux-ci :

- L'effectif du personnel **cadre** progresse de **+2,8%** tous contrats confondus. L'effectif du personnel **non-cadre** est en hausse de **+2%** tous contrats confondus.
- L'**effectif féminin** est en hausse de **+2,8%** tous contrats confondus. L'**effectif masculin** progresse de **+1,4%**.

Mouvements d'effectifs selon la qualification et le sexe des salariés

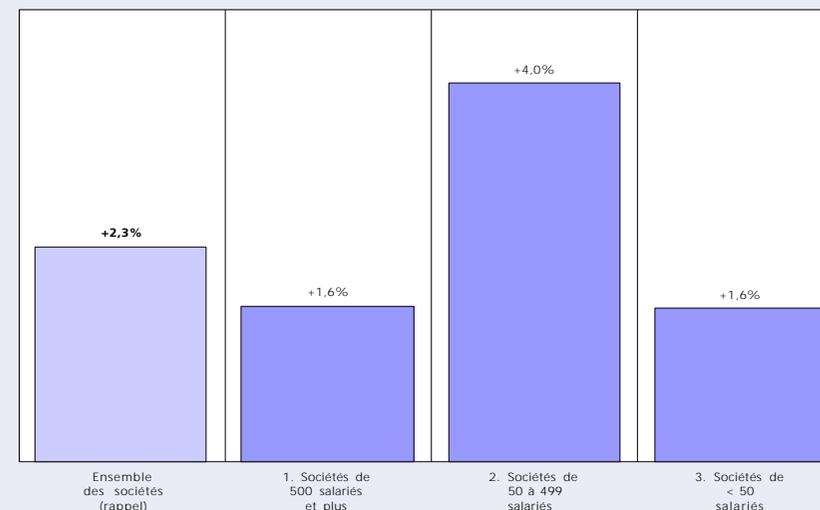


Flux d'effectifs et taille des sociétés en 2003

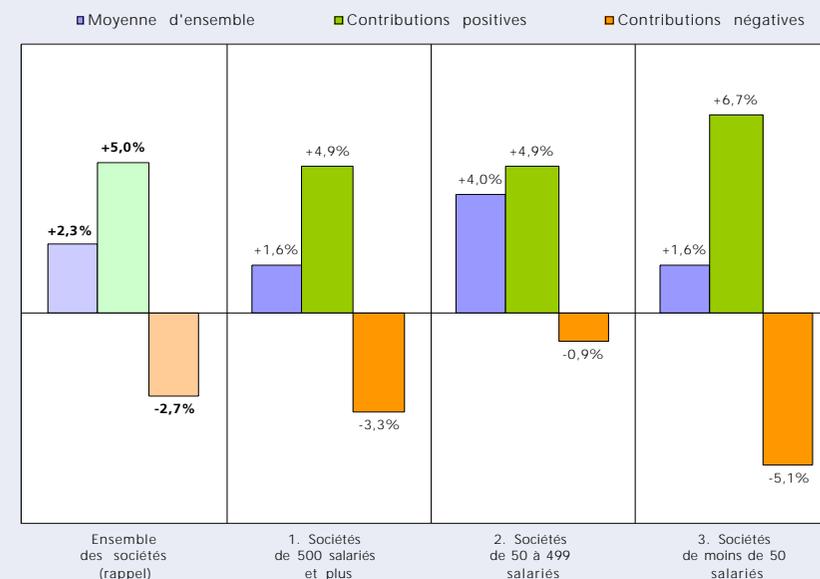
L'évolution des effectifs varie selon la taille des sociétés en nombre de salariés :

- L'effectif global des sociétés de **500 salariés et plus** progresse de **+1,6%**. Cette évolution d'ensemble est la résultante de mouvements à la hausse comme à la baisse. Ainsi, tous contrats confondus, 70% en nombre des entreprises de cette catégorie enregistrent une hausse moyenne de leurs effectifs de +7,2%, ce qui représente une contribution positive de +4,9% à l'évolution d'ensemble, cependant que 30% enregistrent un recul moyen de -10,3%, ce qui représente une contribution négative de -3,3%. Au total, le solde final ressort donc positif à +1,6%.
- L'effectif global des sociétés de **50 à 499 salariés** progresse de **+4%**. Cette évolution d'ensemble est, là aussi, la résultante de mouvements à la hausse comme à la baisse. Ainsi, tous contrats confondus, 66% en nombre des entreprises de cette catégorie enregistrent une stabilité de leurs effectifs, 66% enregistrent une hausse moyenne de leurs effectifs de +7,4%, ce qui représente une contribution positive de +4,9% à l'évolution d'ensemble, cependant que 28% enregistrent un recul moyen de -3,6%, ce qui représente une contribution négative de -0,9%. Au total, le solde final ressort donc positif à +4%.
- L'effectif global des sociétés de **moins de 50 salariés** progresse de **+1,6%**. Cette évolution d'ensemble est, là aussi, la résultante de mouvements à la hausse comme à la baisse. Ainsi, tous contrats confondus, 32% en nombre des entreprises de cette catégorie enregistrent une stabilité de leurs effectifs, 37% enregistrent une hausse moyenne de leurs effectifs de +13,8%, ce qui représente une contribution positive de +6,7% à l'évolution d'ensemble, cependant que 31% enregistrent un recul moyen de -12,9%, ce qui représente une contribution négative de -5,1%. Au total, le solde final ressort donc positif à +1,6%.

Evolution des effectifs en 2003 selon la taille des sociétés



Mouvements d'effectifs et soldes en 2003 selon la taille des sociétés



Flux d'effectifs et type d'activité en 2003

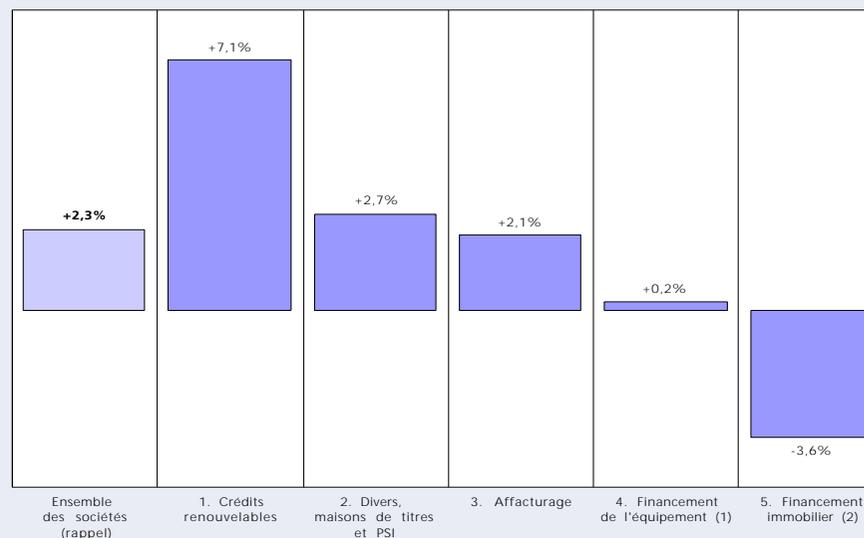
L'évolution des effectifs varie également selon le type d'activité exercé par la société :

- L'effectif global des sociétés spécialisées dans les financements par **crédits renouvelables** progresse de **+7,1%**. Cette évolution d'ensemble résulte d'un **mouvement général de hausse**, ce qui constitue une situation exceptionnelle : chacun des établissements composant cette catégorie enregistre en effet une progression de ses effectifs.
- L'effectif global des **maisons de titres et autres PSI** progresse de **+2,7%**. Cette évolution d'ensemble est la **résultante de mouvements à la hausse comme à la baisse**. Ainsi, tous contrats confondus, 27% en nombre des entreprises de cette catégorie enregistrent une stabilité de leurs effectifs, 41% enregistrent une hausse moyenne de leurs effectifs de +5,9%, ce qui représente une contribution positive de +4,3% à l'évolution d'ensemble, cependant que 32% enregistrent un recul moyen de -6,8%, ce qui représente une contribution négative de -1,6%. Au total, le solde final ressort donc positif à +2,7%.
- L'effectif global des sociétés spécialisées dans l'**affacturation** progresse de **+2,1%**. Cette évolution d'ensemble est, là aussi, la résultante de mouvements à la hausse comme à la baisse. Ainsi, tous contrats confondus, 10% en nombre des entreprises de cette catégorie enregistrent une stabilité de leurs effectifs, 45% enregistrent une hausse moyenne de ceux-ci de +8,2%, ce qui représente une contribution positive de +5,4% à l'évolution d'ensemble, cependant que 45% enregistrent un recul moyen de -9,8%, ce qui représente une contribution négative de -3,3%. Au total, le solde final ressort donc positif à +2,1%.
- L'effectif global des sociétés spécialisées dans le **financement de l'équipement** ⁽¹⁾ est quasi-stable à **+0,2%**. Cette évolution d'ensemble est, là aussi, la résultante de mouvements à la hausse comme à la baisse. Ainsi, tous contrats confondus, 19% en nombre des entreprises de cette catégorie enregistrent une stabilité de leurs effectifs, 57% enregistrent une hausse moyenne de ceux-ci de +8,6%, ce qui représente une contribution positive de +4,5% à l'évolution d'ensemble, cependant que 24% enregistrent un recul moyen de -10,5%, ce qui représente une contribution négative de -4,3%. Au total, le solde final ressort donc positif à +0,2%.
- L'effectif global des sociétés spécialisées dans le **financement de l'immobilier** ⁽²⁾ est en net recul à **-3,6%**. Cette évolution d'ensemble est, là aussi, la résultante de mouvements à la hausse comme à la baisse. Ainsi, tous contrats confondus, 27% en nombre des entreprises de cette catégorie enregistrent une stabilité de leurs effectifs, 39% enregistrent une hausse moyenne de ceux-ci de +9,2%, ce qui représente une contribution positive de +1,6% à l'évolution d'ensemble, cependant que 34% enregistrent un recul moyen de -10,5%, ce qui représente une contribution négative de -5,2%. Au total, le solde final ressort donc négatif à -3,6%.

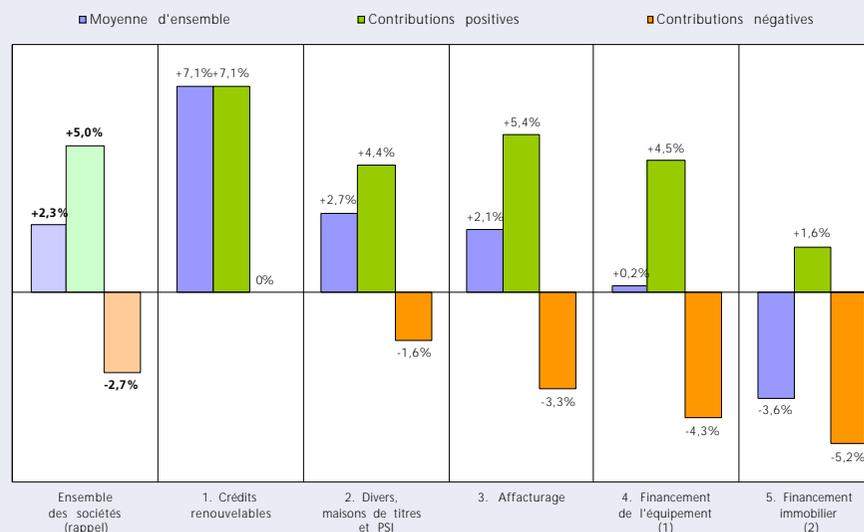
(1) Particuliers (prêts affectés, prêts personnels et LOA), entreprises et professionnels (crédits d'équipement, crédit-bail mobilier et autres formes de location de matériels).

(2) Particuliers (financement du logement), entreprises et professionnels (financements classiques, crédit-bail immobilier).

Evolution des effectifs en 2003 selon le type d'activité

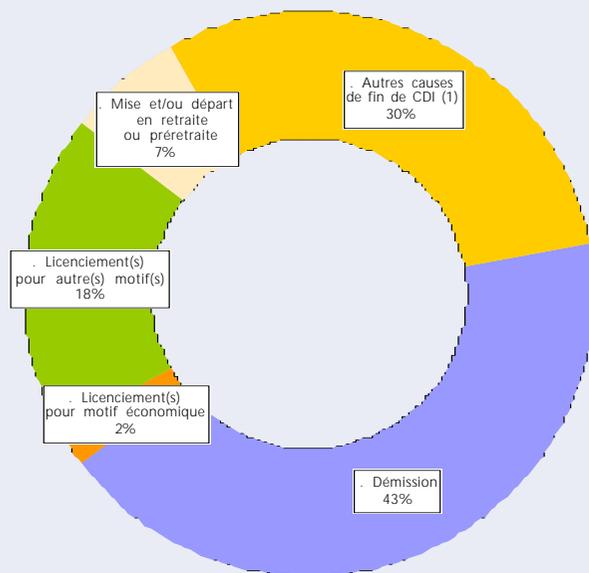


Mouvements d'effectifs et soldes en 2003 selon le type d'activité



Les flux d'effectifs : principales caractéristiques

Les différentes causes de fins de CDI

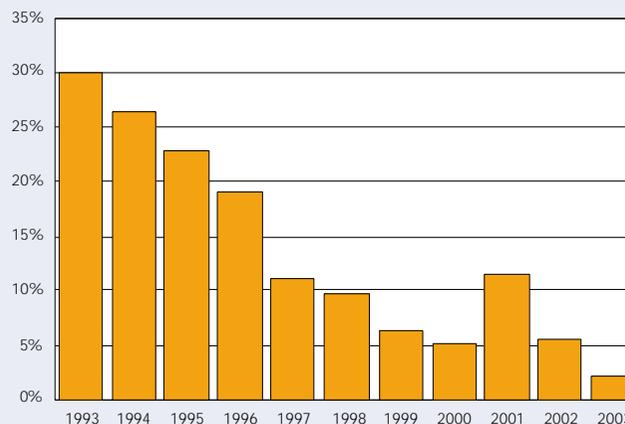


(1) Décès, mutations intra-groupes (hors secteur ASF) ...

- Les fins de CDI sont constituées à hauteur de 43% par des démissions (41% pour le personnel cadre, 43% pour les non-cadres). Les licenciements pour motifs autres qu'économique représentent 18% des cas, les mises ou départs en retraite ou pré-retraite 7%. 2% des départs correspondent à des licenciements pour motifs économiques. Pour 30%, les départs sont dus à une autre cause (décès, mutations intra-groupe hors secteur ASF ...).

Les licenciements pour motifs économiques

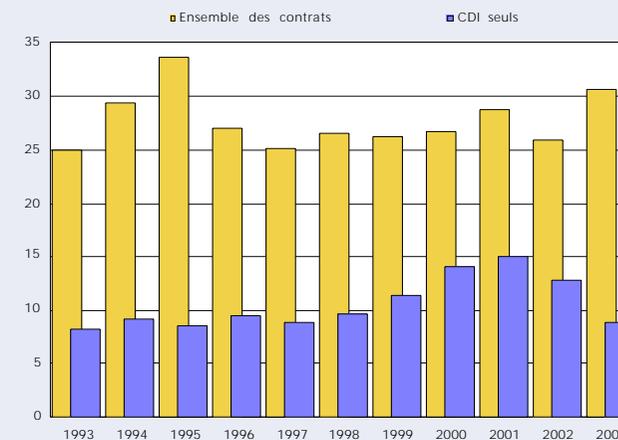
L'évolution de la part des licenciements pour motifs économiques (en % du total des départs CDI)



- La part des licenciements pour motif économique s'établit en 2003 à **2,2%** de l'ensemble des fins de CDI. Ce chiffre confirme la tendance au recul de ce type de licenciement perceptible depuis dix ans, si on laisse de côté la situation atypique de 2001 (une seule société regroupait à elle seule cette année-là près de 75% du total des licenciements). On notera que **cette proportion est variable** : très nettement plus accentuée chez les cadres (3,8% de l'ensemble des fins de CDI) que chez les non-cadres (1,3%), elle est quasiment identique chez les salariés hommes et chez les femmes et, selon le type d'activité exercé, passe de 0% chez les sociétés spécialisées dans le crédit renouvelable à 5% dans celles spécialisées dans le financement immobilier.

Le taux de rotation des effectifs

Evolution du taux de rotation des effectifs



- Le taux de rotation des effectifs s'établit à 30,6% pour l'ensemble des contrats, soit le second taux le plus élevé des dix dernières années, et à **8,9% pour les seuls CDI**, chiffre qui confirme le fléchissement enregistré depuis deux ans, après la montée continue des années 1998/2001.

Les flux d'effectifs en 2003 : l'évolution des contrats à durée indéterminée

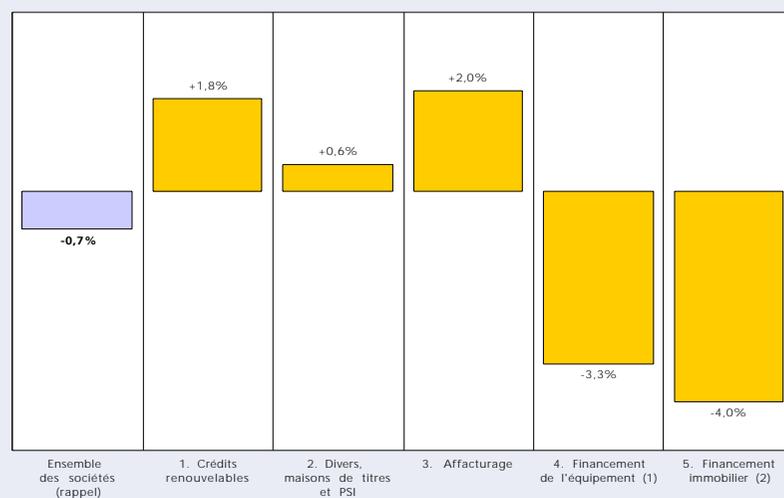
Pour une progression d'ensemble de +2,3%, tous contrats confondus, les effectifs de la profession se contractent de **-0,7% pour les seuls contrats à durée indéterminée**.

En termes de CDI seuls, les évolutions varient selon le critère retenu :

- si les effectifs des salariés cadres progressent de +2%, ceux des non-cadres se replient de -2,6%,
- les effectifs masculins sont quasiment stables à -0,1% alors que les effectifs féminins reculent de -1,1%,
- en fonction de la taille des sociétés, celles de taille moyenne (de 50 à 499 salariés) sont les seules à voir leur effectif progresser (+1%), les plus grandes (500 salariés et plus) comme les plus petites (moins de 50 salariés) enregistrent une baisse (respectivement -1,2% et -2,3%),
- si l'on considère le type d'activité exercée, on constate que les effectifs sont en hausse dans les sociétés spécialisées dans les crédits renouvelables (+1,8%) et dans l'affacturage (+2%) ainsi que dans les maisons de titres et autres PSI (+0,6%), mais reculent dans celles spécialisées dans le financement de l'équipement (1) avec -3,3% et dans le financement immobilier (2) avec -4%.

Evolution des effectifs en 2003* selon le type d'activité considéré

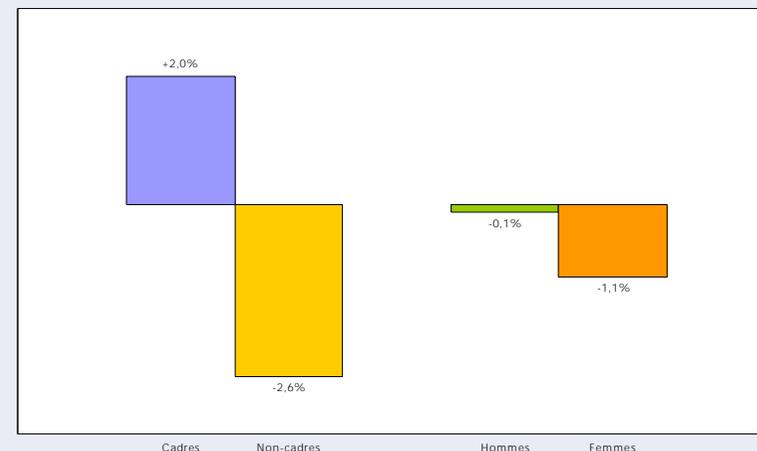
* CDI seuls



(1) Particuliers (prêts affectés, prêts personnels et LOA), entreprises et professionnels (crédits d'équipement, crédit-bail mobilier et autres formes de location de matériels).
(2) Particuliers (financement du logement), entreprises et professionnels (financements classiques, crédit-bail immobilier).

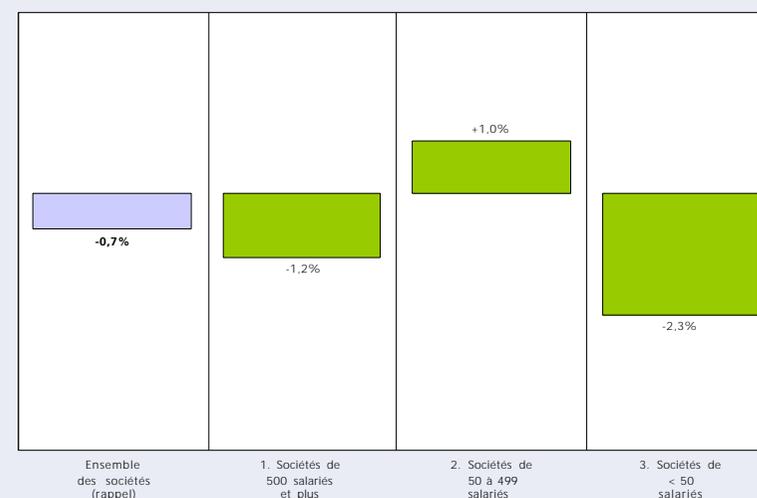
Evolution des effectifs en 2003* selon la qualification et le sexe

* CDI seuls



Evolution des effectifs en 2003* selon la taille des sociétés

* CDI seuls



L'évolution des effectifs sur longue période

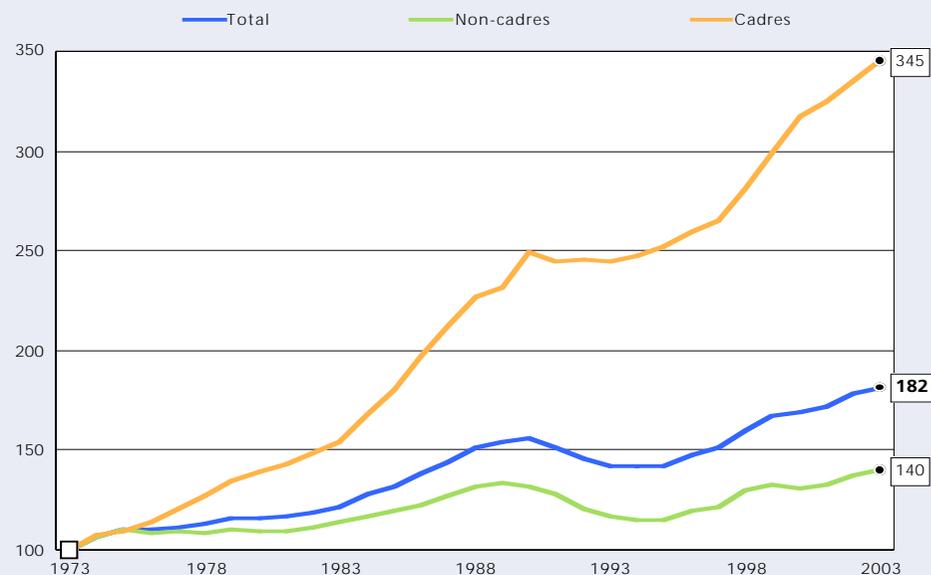
Sur les **trente dernières années**, l'effectif de la profession aura progressé globalement de **+82%**, résultat de vingt-quatre années de hausse (dont huit avec un taux de croissance proche ou supérieur à 4%) qui ont donc plus que compensé la période de recul des années 1991 / 1994 (-10% en quatre ans). **En moyenne sur la période, le taux annuel de croissance est de +2%.**

Sur une base **100 en 1973**, l'effectif des **salariés non-cadres** s'inscrit à **140 en 2003**. Après le sévère repli des années 1990 / 1995 (-15%) et la légère baisse enregistrée en 2000, il a désormais dépassé son niveau jusque là record de 1989. Sur la période considérée, le **taux moyen annuel de croissance** demeure positif, à **+1,1%**.

Sur la même base **100 en 1973**, l'effectif des **salariés cadres** atteint **345 en 2003**. Sur cette période de trente années, seules deux auront marqué une légère contraction (1991 et 1993). Sur la période, le **taux moyen annuel de croissance** atteint **+4,2%**.

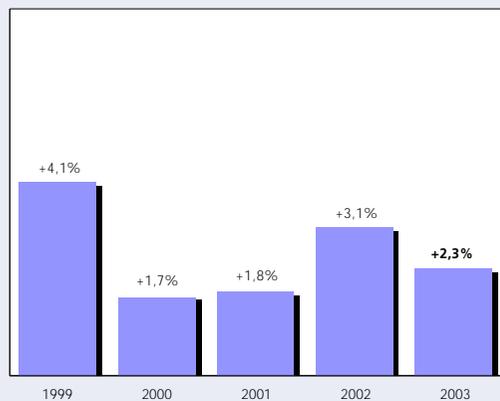
Dans la période récente, on notera que l'année 1998 aura enregistré un des deux taux de progression les plus élevés des trente dernières années (+6%, après +7% en 1974).

Evolution des effectifs des sociétés financières de 1973 à 2003
(Indice base 100 en 1973)

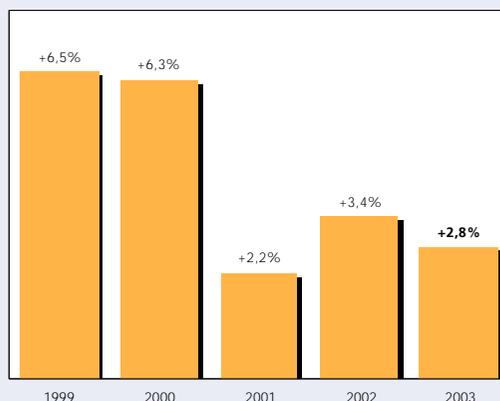


L'évolution récente : taux annuels de variation au cours des cinq dernières années

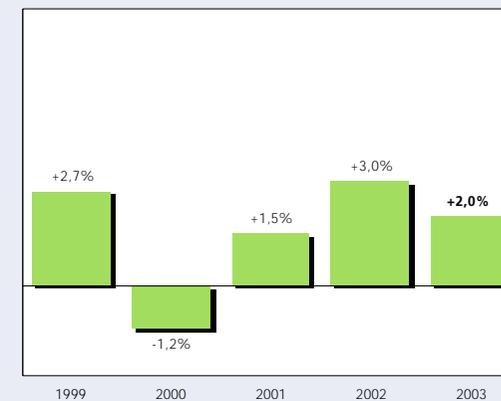
1. Ensemble de l'effectif



2. Salariés cadres



3. Salariés non-cadres



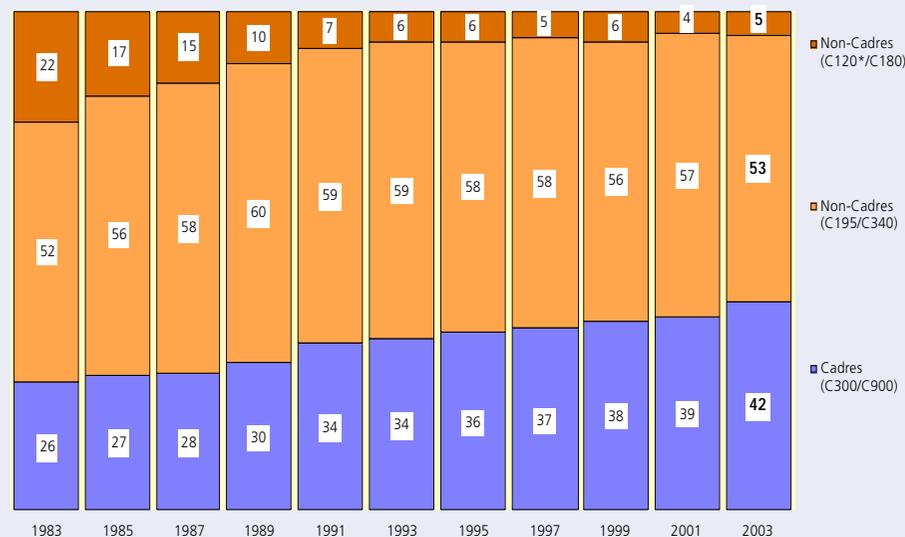
L'évolution de la qualification d'ensemble du personnel

Nouvelle confirmation d'un **accroissement régulier de la qualification d'ensemble du personnel**.

- De 1983 à 2003, la **proportion de cadres** dans l'effectif total est passée de **26% à 42%**.
- Durant cette même période, au sein de la catégorie des non-cadres, la part de l'effectif du **personnel d'exécution** (jusqu'au coefficient 180 compris) dans la population totale des non-cadres a été divisée par près de 9, passant de **32% à 8%** (et de 22% à 5% de l'effectif total, toutes catégories confondues), tandis que celle du personnel qualifié et très qualifié (coefficient 195 à 340) s'élevait de 68% à 92% du même personnel non-cadre.
- On notera cependant que compte tenu de la progression parallèle des effectifs cadres, la part de ce personnel non-cadre qualifié et très qualifié dans l'effectif total, après s'être accrue jusqu'au début des années 1990 jusqu'à environ 60%, s'érode à son tour depuis cette date, s'établissant à 53% en 2003, soit un taux très proche de celui d'il y a vingt ans.

Evolution de la qualification des salariés de 1983 à 2003

(en % de l'effectif total)

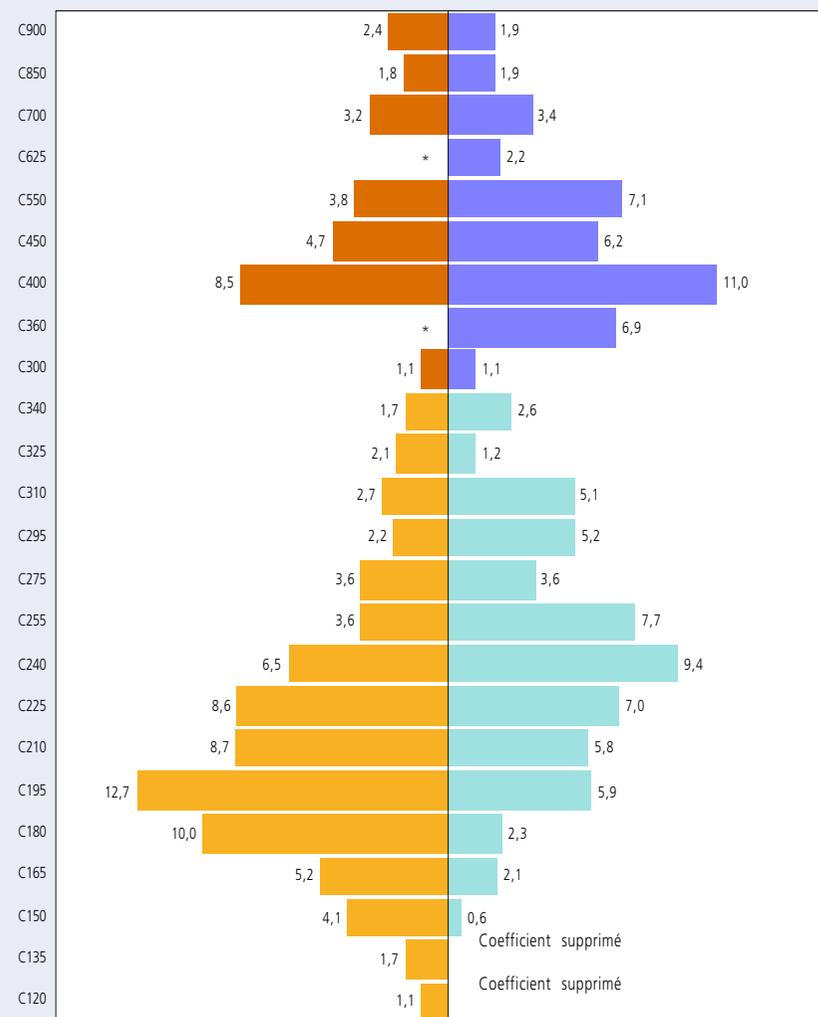


* Le premier coefficient est devenu C135 en 1994 puis C150 en 2001.

Evolution de la structure des effectifs de 1983 à 2003

(en % de l'effectif total, par coefficients hiérarchiques de la convention collective)

Structure du personnel au 31 décembre 1983 Structure du personnel au 31 décembre 2003



* Ces deux coefficients n'existaient pas en 1983.

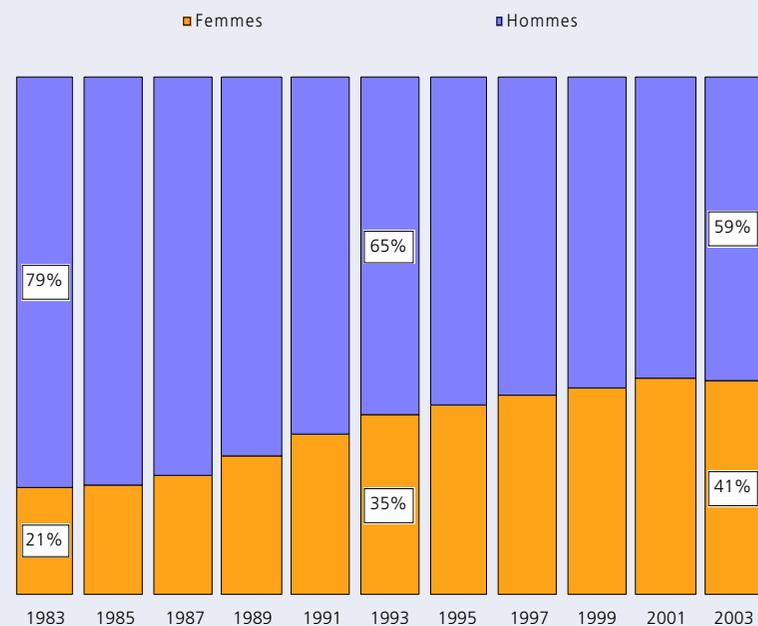
L'évolution de la qualification : le cas du personnel féminin

L'accroissement de la qualification du personnel féminin est très sensible au cours des vingt dernières années :

- la part des femmes dans la population cadre est passée de 21% en 1983 à 41% vingt ans plus tard ;
- si la proportion de cadres chez les salariés hommes n'a progressé au cours de ces mêmes années que de 53% à 65% et ne tend à s'accroître à nouveau que récemment, elle a en revanche été multipliée par plus de 3 chez les femmes, passant de 9% à 28%.

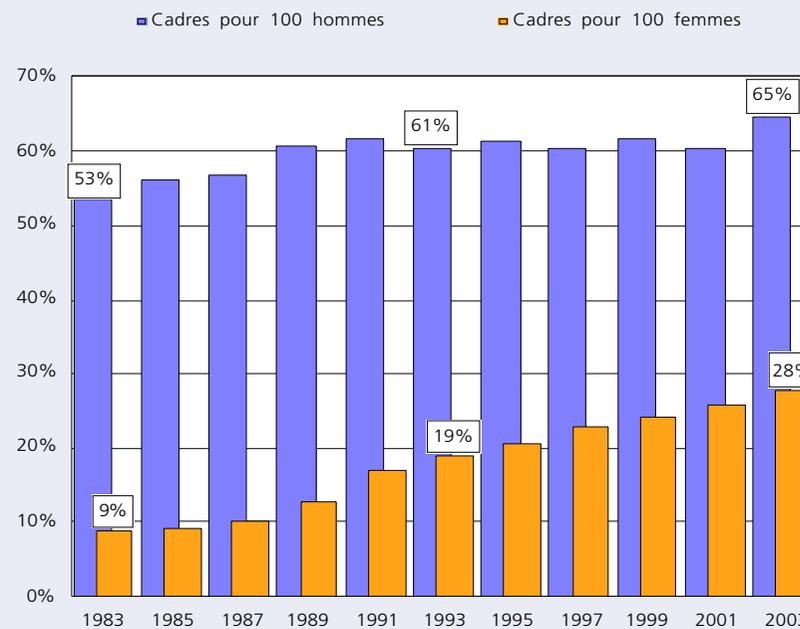
Evolution de la part des hommes et des femmes dans la population cadre

(en % de l'effectif total de la population cadre)



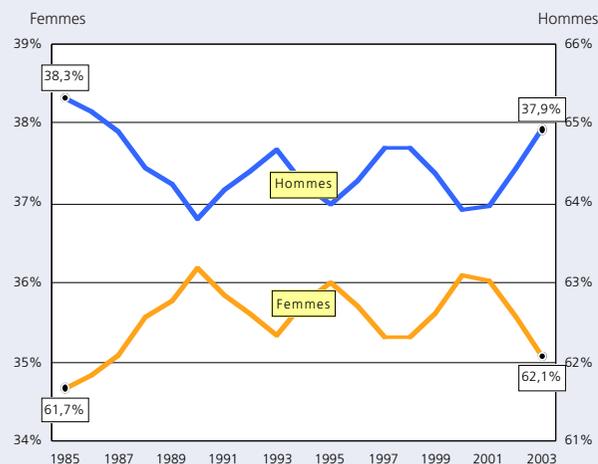
Evolution de la part des cadres dans les populations masculine et féminine

(en % de l'effectif total de la population de chaque sexe)



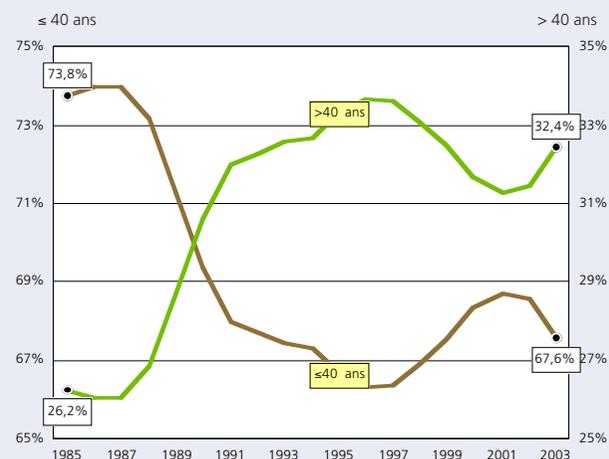
L'évolution de la structure du personnel selon le sexe, l'âge et l'ancienneté

Evolution de la structure selon le sexe*



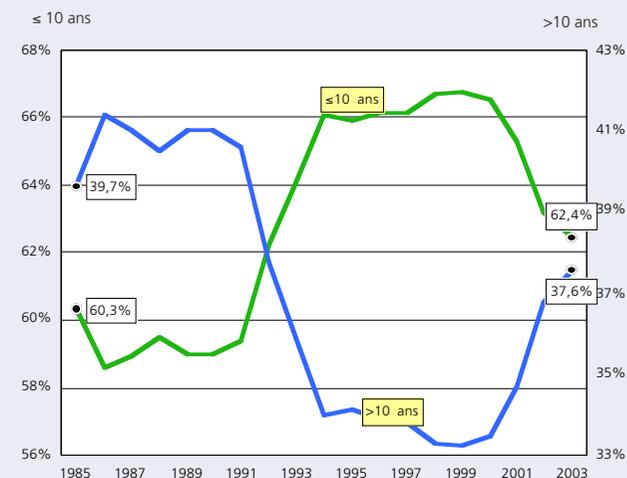
L'évolution de la **structure selon le sexe** fait toujours apparaître une grande **stabilité de la part respective des hommes et des femmes** (respectivement, de 38% et 62% en moyenne au cours des vingt dernières années). La tendance à l'accroissement de la féminisation, constatée ces dernières années, tend à s'atténuer.

Evolution de la structure selon l'âge*



L'évolution de la **structure selon l'âge** montre un **vieillessement de la population** : les salariés âgés de plus de 40 ans, qui constituaient 25% de l'effectif dans les années 1985-1987, en composent en moyenne 32% dans la période 2001-2003. Cette situation vient après une phase de cinq ans durant laquelle une tendance au rajeunissement était perceptible (la part dans le total des salariés âgés de 40 ans ou moins gagnait trois points de 1995 à 2000).

Evolution de la structure selon l'ancienneté*



L'évolution de la **structure selon l'ancienneté** : après une période de baisse de l'ancienneté moyenne, on note depuis cinq ans la **nette augmentation de la part des salariés de plus de dix ans d'ancienneté** (après une pointe à 41% en 1988-1990, celle-ci avait atteint un point bas à 33% en 1997-1999 et retrouve pour les trois dernières années un niveau moyen de 37%).

* En % de l'effectif total. Moyennes mobiles sur trois ans.

3 - L'état des salaires réels

Les salaires réels au 1er janvier 2004

(salaires annuels, hors prime d'ancienneté)

Montants
en €

Données de base par coefficients hiérarchiques et par sexes

(données établies sur la base d'un échantillon de 63 établissements regroupant 60% de l'effectif total de la profession)

Coefficients hiérarchiques	Ensemble du personnel					Personnel féminin seul					Personnel masculin seul					
	Nombre de salariés par coefficient	Salaire médian	Salaire moyen pondéré (1)	Salaire moyen pondéré du 1er décile (2)	Salaire moyen pondéré du 10ème décile (3)	Nombre de salariées par coefficient	Salaire médian	Salaire moyen pondéré (1)	Salaire moyen pondéré du 1er décile (2)	Salaire moyen pondéré du 10ème décile (3)	Nombre de salariées par coefficient	Salaire médian	Salaire moyen pondéré (1)	Salaire moyen pondéré du 1er décile (2)	Salaire moyen pondéré du 10ème décile (3)	
N o n - c a d r e s	150	78	17 270	18 994	14 998	25 954	65	16 945	18 438	14 767	25 294	13	22 901	21 773	16 535	27 625
	165	285	18 080	18 380	15 018	21 817	217	18 080	18 355	15 031	21 654	68	18 480	18 461	15 125	22 062
	180	311	16 652	17 897	15 328	24 636	250	16 652	17 752	15 344	24 532	61	16 783	18 491	15 261	24 505
	195	808	17 706	18 926	15 565	25 242	620	17 633	18 806	15 488	25 107	188	18 148	19 323	15 823	25 661
	210	794	20 576	20 847	16 612	26 834	628	20 527	20 714	16 536	26 399	166	20 872	21 349	16 967	27 996
	225	961	20 000	20 689	16 261	28 022	769	19 800	20 483	16 267	27 339	192	20 719	21 515	16 251	30 269
	240	1 287	20 956	21 782	17 927	28 540	975	20 938	21 660	17 892	27 816	312	21 000	22 164	18 012	30 505
	255	1 054	22 567	23 319	19 311	30 890	818	22 436	23 211	19 270	31 113	236	23 414	23 693	19 500	29 898
	275	491	25 321	24 928	19 301	31 277	373	25 079	24 695	19 178	30 749	118	26 167	25 664	19 697	32 556
	295	720	26 025	26 410	19 764	34 860	577	25 893	26 387	19 672	35 108	143	26 775	26 505	20 266	33 500
310	710	26 564	27 793	20 897	38 033	516	26 814	27 890	20 918	37 963	194	25 982	27 535	20 841	38 210	
325	158	28 409	28 489	21 203	37 852	117	28 681	28 365	21 211	37 774	41	28 202	28 843	21 547	37 872	
340	358	27 344	28 409	23 013	37 392	236	26 990	27 966	22 635	36 288	122	27 929	29 267	24 025	39 293	
C a d r e s	300	155	29 379	30 037	23 722	42 312	74	27 842	28 928	24 171	38 150	81	30 258	31 066	23 338	45 083
	360	947	32 226	33 935	24 806	53 464	487	31 241	32 229	24 382	45 687	460	33 248	35 738	25 469	59 616
	400	1 512	36 607	38 690	26 085	66 493	712	34 989	36 072	25 641	54 025	800	38 037	41 020	26 615	76 268
	450	849	43 193	46 779	30 555	86 095	372	40 684	44 191	29 343	79 187	477	44 930	48 797	32 484	91 141
	550	979	47 626	50 832	35 777	84 432	370	45 000	46 774	34 120	70 219	609	49 541	53 298	37 826	92 202
	625	297	53 443	58 728	40 448	106 149	130	49 988	52 548	38 757	80 999	167	57 271	63 539	42 020	122 449
	700	471	63 427	70 500	46 653	144 386	128	60 000	69 497	46 058	161 651	343	64 597	70 875	47 260	136 796
	850	267	74 774	86 379	52 776	186 379	58	73 574	77 398	53 365	122 271	209	75 000	88 871	52 686	203 710
	900	267	99 633	113 754	68 646	231 885	36	89 130	90 837	65 854	128 747	231	101 324	117 326	69 716	241 994
			13 759					8 528					5 231			

(1) Pondération par le nombre de salarié(e)s concerné(e)s.
 (2) 10% des salarié(e)s les moins rémunéré(e)s du coefficient.
 (3) 10% des salarié(e)s les plus rémunéré(e)s du coefficient.

Profil des salaires réels

Salaires annuels, hors prime d'ancienneté, base janvier 2004, ensemble du personnel (y compris coefficient 900)

Tranches de salaires (montants en €)				Ensemble du personnel		Personnel masculin seul		Personnel féminin seul		Tranches de salaires (montants en €)				Ensemble du personnel		Personnel masculin seul		Personnel féminin seul			
				% du total	% cumulé	% du total	% cumulé	% du total	% cumulé					% du total	% cumulé	% du total	% cumulé	% du total	% cumulé		
T1	de	14 406	à	14 499	0,23%	0,23%	0,11%	0,11%	0,30%	0,30%	T49	de	77 000	à	78 999	0,21%	96,34%	0,36%	91,80%	0,12%	99,12%
T2	de	15 000	à	15 499	0,44%	0,67%	0,21%	0,33%	0,57%	0,88%	T50	de	79 000	à	80 999	0,23%	96,57%	0,57%	92,37%	0,02%	99,14%
T3	de	15 500	à	15 999	0,65%	1,32%	0,21%	0,54%	0,91%	1,79%	T51	de	81 000	à	82 999	0,21%	96,78%	0,48%	92,85%	0,05%	99,19%
T4	de	16 000	à	16 499	1,30%	2,62%	0,78%	1,32%	1,62%	3,41%	T52	de	83 000	à	84 999	0,16%	96,94%	0,29%	93,14%	0,08%	99,27%
T5	de	16 500	à	16 999	2,57%	5,18%	1,28%	2,60%	3,35%	6,77%	T53	de	85 000	à	86 999	0,28%	97,22%	0,57%	93,71%	0,09%	99,37%
T6	de	17 000	à	17 499	1,39%	6,57%	0,61%	3,21%	1,86%	8,63%	T54	de	87 000	à	88 999	0,16%	97,38%	0,36%	94,07%	0,04%	99,40%
T7	de	17 500	à	17 999	1,86%	8,43%	0,94%	4,15%	2,43%	11,06%	T55	de	89 000	à	90 999	0,20%	97,57%	0,38%	94,46%	0,08%	99,48%
T8	de	18 000	à	18 499	2,73%	11,16%	1,57%	5,72%	3,44%	14,49%	T56	de	91 000	à	92 999	0,15%	97,72%	0,29%	94,74%	0,07%	99,55%
T9	de	18 500	à	18 999	1,93%	13,08%	1,28%	7,00%	2,32%	16,82%	T57	de	93 000	à	94 999	0,12%	97,85%	0,27%	95,01%	0,04%	99,59%
T10	de	19 000	à	19 499	3,22%	16,30%	1,66%	8,66%	4,17%	20,99%	T58	de	95 000	à	96 999	0,09%	97,94%	0,25%	95,26%	0,00%	99,59%
T11	de	19 500	à	19 999	2,78%	19,08%	1,20%	9,87%	3,74%	24,73%	T59	de	97 000	à	98 999	0,16%	98,10%	0,33%	95,58%	0,06%	99,65%
T12	de	20 000	à	20 999	5,14%	24,22%	2,94%	12,81%	6,48%	31,21%	T60	de	99 000	à	100 999	0,13%	98,23%	0,31%	95,89%	0,02%	99,67%
T13	de	21 000	à	21 999	5,62%	29,84%	2,77%	15,58%	7,36%	38,58%	T61	de	101 000	à	103 999	0,15%	98,38%	0,34%	96,23%	0,02%	99,70%
T14	de	22 000	à	22 999	4,96%	34,79%	3,02%	18,60%	6,14%	44,72%	T62	de	104 000	à	106 999	0,15%	98,53%	0,34%	96,58%	0,04%	99,73%
T15	de	23 000	à	23 999	4,39%	39,18%	3,00%	21,61%	5,24%	49,96%	T63	de	107 000	à	109 999	0,15%	98,68%	0,31%	96,88%	0,05%	99,78%
T16	de	24 000	à	24 999	4,21%	43,39%	3,08%	24,68%	4,90%	54,87%	T64	de	110 000	à	112 999	0,09%	98,76%	0,21%	97,09%	0,01%	99,79%
T17	de	25 000	à	25 999	3,53%	46,92%	2,62%	27,30%	4,08%	58,95%	T65	de	113 000	à	115 999	0,12%	98,89%	0,27%	97,36%	0,04%	99,82%
T18	de	26 000	à	26 999	3,28%	50,20%	2,37%	29,67%	3,83%	62,78%	T66	de	116 000	à	118 999	0,09%	98,98%	0,21%	97,57%	0,01%	99,84%
T19	de	27 000	à	27 999	3,14%	53,34%	2,87%	32,54%	3,31%	66,09%	T67	de	119 000	à	121 999	0,09%	99,07%	0,21%	97,78%	0,02%	99,86%
T20	de	28 000	à	28 999	2,51%	55,84%	2,26%	34,80%	2,66%	68,75%	T68	de	122 000	à	124 999	0,07%	99,14%	0,15%	97,93%	0,01%	99,87%
T21	de	29 000	à	29 999	2,52%	58,37%	2,33%	37,13%	2,64%	71,39%	T69	de	125 000	à	127 999	0,02%	99,16%	0,06%	97,99%	0,00%	99,87%
T22	de	30 000	à	31 499	3,55%	61,92%	3,44%	40,57%	3,62%	75,01%	T70	de	128 000	à	130 999	0,06%	99,22%	0,15%	98,15%	0,00%	99,87%
T23	de	31 500	à	32 999	3,02%	64,94%	3,02%	43,59%	3,03%	78,04%	T71	de	131 000	à	133 999	0,05%	99,27%	0,13%	98,28%	0,00%	99,87%
T24	de	33 000	à	34 499	2,81%	67,75%	3,02%	46,62%	2,67%	80,71%	T72	de	134 000	à	136 999	0,04%	99,30%	0,08%	98,36%	0,01%	99,88%
T25	de	34 500	à	35 999	2,41%	70,16%	2,83%	49,45%	2,16%	82,87%	T73	de	137 000	à	139 999	0,02%	99,32%	0,06%	98,41%	0,00%	99,88%
T26	de	36 000	à	37 499	2,35%	72,51%	2,85%	52,29%	2,04%	84,91%	T74	de	140 000	à	142 999	0,02%	99,35%	0,04%	98,45%	0,01%	99,89%
T27	de	37 500	à	38 999	2,01%	74,52%	2,50%	54,80%	1,70%	86,61%	T75	de	143 000	à	145 999	0,05%	99,40%	0,11%	98,57%	0,01%	99,91%
T28	de	39 000	à	40 499	2,02%	76,54%	3,00%	57,80%	1,42%	88,03%	T76	de	146 000	à	148 999	0,02%	99,42%	0,06%	98,62%	0,00%	99,91%
T29	de	40 500	à	41 999	1,72%	78,26%	2,31%	60,11%	1,36%	89,39%	T77	de	149 000	à	151 999	0,01%	99,43%	0,02%	98,64%	0,00%	99,91%
T30	de	42 000	à	43 499	1,61%	79,87%	2,43%	62,54%	1,10%	90,49%	T78	de	152 000	à	154 999	0,04%	99,47%	0,08%	98,72%	0,02%	99,93%
T31	de	43 500	à	44 999	1,58%	81,45%	2,49%	65,03%	1,03%	91,52%	T79	de	155 000	à	159 999	0,03%	99,50%	0,08%	98,80%	0,00%	99,93%
T32	de	45 000	à	46 499	1,60%	83,05%	2,47%	67,50%	1,07%	92,59%	T80	de	160 000	à	164 999	0,04%	99,54%	0,10%	98,89%	0,01%	99,94%
T33	de	46 500	à	47 999	1,26%	84,31%	2,03%	69,52%	0,80%	93,39%	T81	de	165 000	à	169 999	0,06%	99,60%	0,15%	99,04%	0,00%	99,94%
T34	de	48 000	à	49 499	1,28%	85,59%	2,03%	71,55%	0,82%	94,21%	T82	de	170 000	à	174 999	0,03%	99,63%	0,06%	99,10%	0,01%	99,95%
T35	de	49 500	à	50 999	1,23%	86,82%	2,31%	73,86%	0,56%	94,77%	T83	de	175 000	à	179 999	0,04%	99,67%	0,10%	99,20%	0,00%	99,95%
T36	de	51 000	à	52 999	1,28%	88,10%	2,33%	76,20%	0,63%	95,40%	T84	de	180 000	à	184 999	0,03%	99,69%	0,04%	99,24%	0,02%	99,98%
T37	de	53 000	à	54 999	1,06%	89,16%	2,05%	78,24%	0,46%	95,86%	T85	de	185 000	à	189 999	0,02%	99,72%	0,06%	99,29%	0,00%	99,98%
T38	de	55 000	à	56 999	1,00%	90,16%	1,68%	79,92%	0,57%	96,44%	T86	de	190 000	à	194 999	0,01%	99,72%	0,02%	99,31%	0,00%	99,98%
T39	de	57 000	à	58 999	0,88%	91,04%	1,45%	81,38%	0,53%	96,96%	T87	de	195 000	à	199 999	0,02%	99,75%	0,06%	99,37%	0,00%	99,98%
T40	de	59 000	à	60 999	0,74%	91,78%	1,32%	82,70%	0,39%	97,35%	T88	de	200 000	à	204 999	0,01%	99,76%	0,04%	99,41%	0,00%	99,98%
T41	de	61 000	à	62 999	0,74%	92,52%	1,57%	84,26%	0,23%	97,58%	T89	de	205 000	à	209 999	0,01%	99,77%	0,04%	99,45%	0,00%	99,98%
T42	de	63 000	à	64 999	0,74%	93,26%	1,41%	85,68%	0,33%	97,91%	T90	de	210 000	à	214 999	0,00%	99,77%	0,00%	99,45%	0,00%	99,98%
T43	de	65 000	à	66 999	0,70%	93,96%	1,40%	87,07%	0,27%	98,18%	T91	de	215 000	à	222 999	0,02%	99,80%	0,06%	99,50%	0,00%	99,98%
T44	de	67 000	à	68 999	0,48%	94,44%	0,82%	87,90%	0,27%	98,45%	T92	de	223 000	à	230 999	0,01%	99,80%	0,02%	99,52%	0,00%	99,98%
T45	de	69 000	à	70 999	0,48%	94,92%	1,03%	88,93%	0,14%	98,59%	T93	de	231 000	à	238 999	0,03%	99,83%	0,08%	99,60%	0,00%	99,98%
T46	de	71 000	à	72 999	0,47%	95,39%	1,03%	89,96%	0,13%	98,72%	T94	de	239 000	à	246 999	0,01%	99,84%	0,02%	99,62%	0,00%	99,98%
T47	de	73 000	à	74 999	0,40%	95,79%	0,82%	90,78%	0,14%	98,86%	T95	de	247 000	à	254 999	0,02%	99,86%	0,06%	99,67%	0,00%	99,98%
T48	de	75 000	à	76 999	0,33%	96,13%	0,65%	91,43%	0,14%	99,00%	T96		255 000 et plus	0,14%	100,00%	0,33%	100,00%	0,02%	100,00%		

Profil des salaires réels

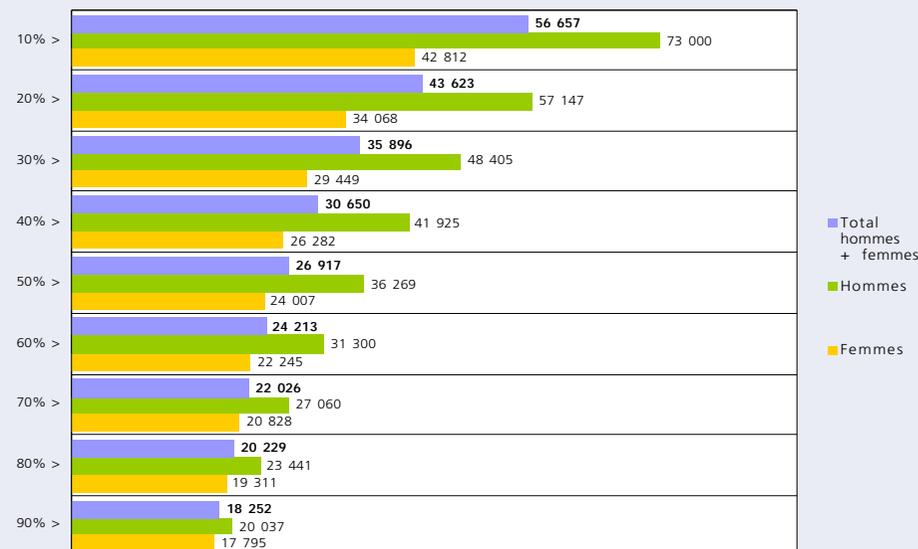
(en % de l'effectif total considéré)

✓ Considérant l'ensemble du personnel, on constate qu'au 1er janvier 2004, un salarié sur deux de la profession (tous sexes confondus) percevait un salaire annuel brut (hors prime d'ancienneté) supérieur à 26 917 €. Ce montant s'établit à 24 007 € pour les salariées femmes et 36 269 € pour les salariés hommes.

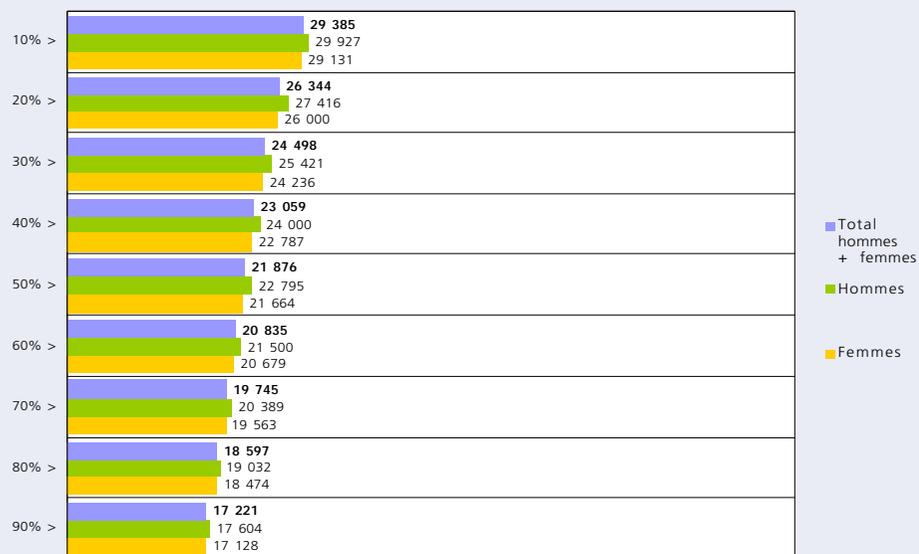
✓ Considérant le seul personnel non-cadre, le même constat fait apparaître un salaire global (hommes et femmes confondus) supérieur à 21 876 € pour un salarié non-cadre sur deux, à 22 795 € pour un homme non-cadre sur deux et à 21 664 € pour une femme non-cadre sur deux.

✓ Considérant le seul personnel cadre, le même constat fait apparaître un salaire global (hommes et femmes confondus) supérieur à 42 776 € pour un salarié cadre sur deux, à 46 686 € pour un homme cadre sur deux et à 38 173 € pour une femme cadre sur deux.

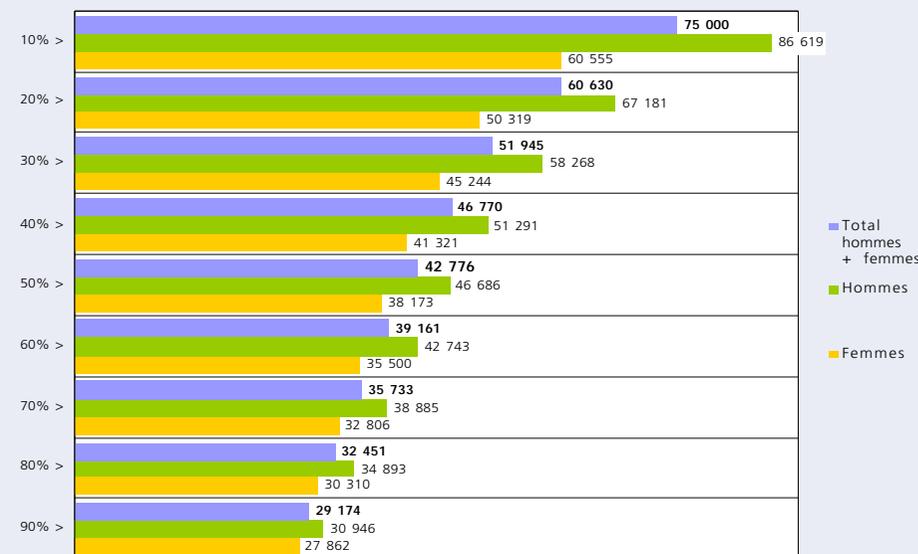
Ensemble du personnel



Personnel non-cadre



Personnel cadre



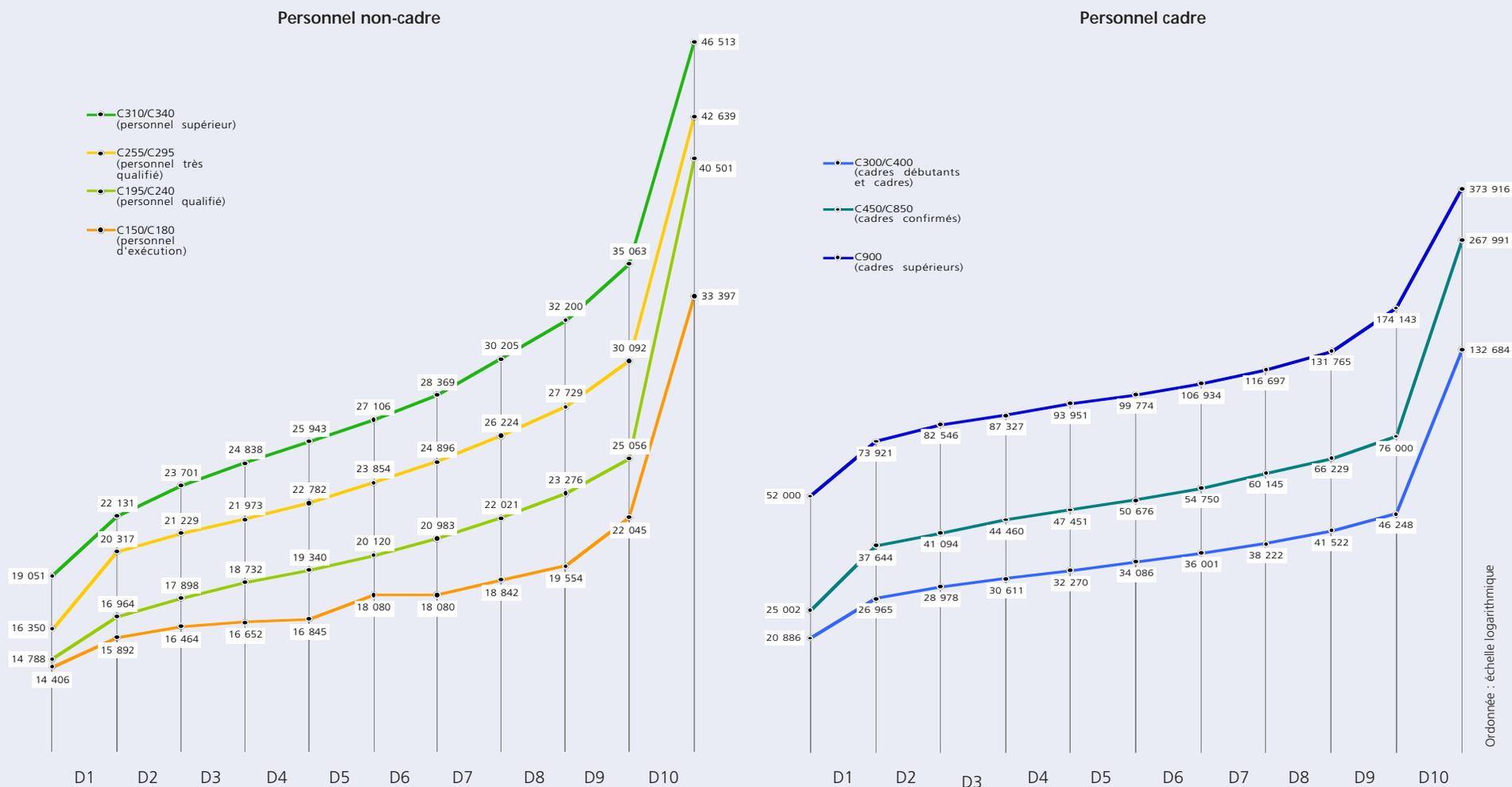
La structure décilaire des salaires

Principe : chacune des populations concernées (population de chacune des catégories hiérarchiques de la Convention Collective) a été segmentée en déciles (10% de la population). Pour chacun de ces déciles a été recherchée les deux salaires en constituant les limites minimales et maximales.

Exemple de lecture des graphiques : au sein du personnel non-cadre, dans la catégorie de personnel très qualifié (C255 à C295), 70% des salariés ont un salaire annuel supérieur à 21 973 € et 60% un salaire supérieur à 22 782 €.

La structure décilaire des effectifs par tranches de salaires et catégories hiérarchiques de la Convention Collective

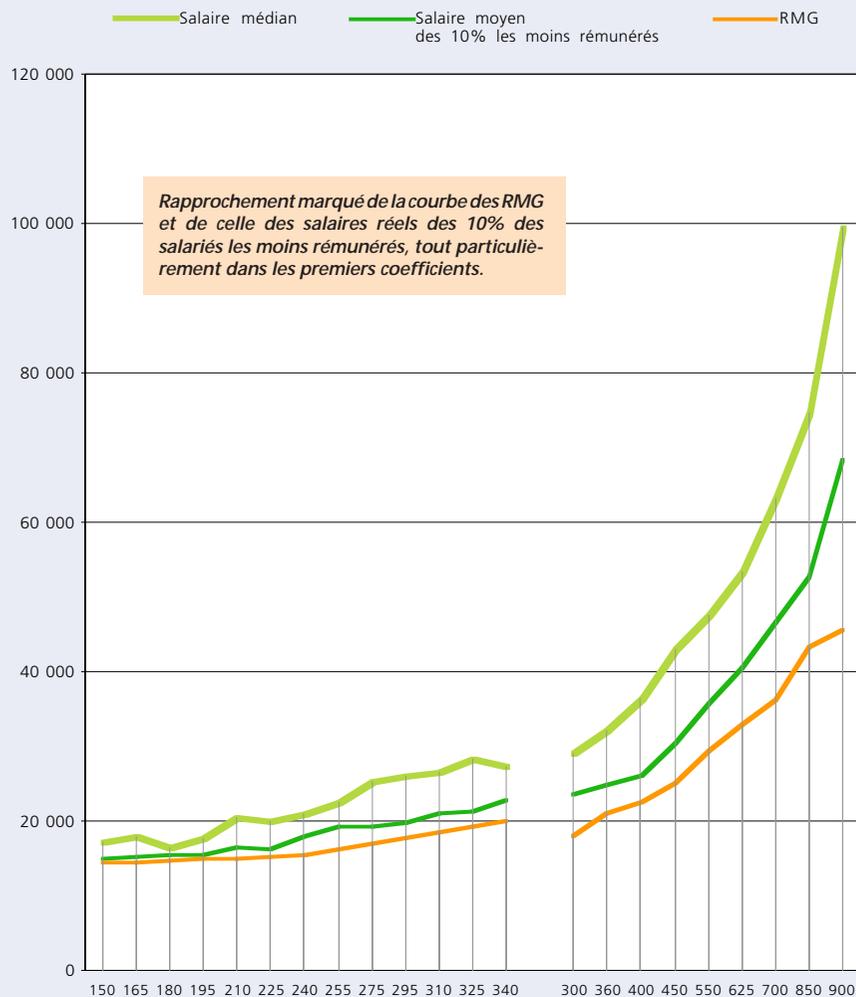
(Salaire annuel en milliers d'euros, base janvier 2004, hors prime d'ancienneté)



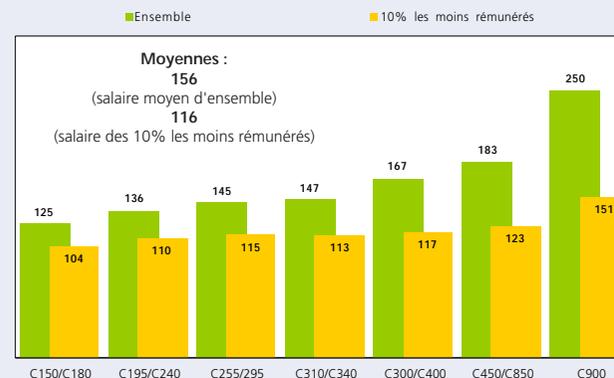
Les salaires réels et les rémunérations minimales garanties

Au 1er janvier 2004, les **salaires réels** (sur la base du salaire médian) étaient **en moyenne supérieurs de 56% aux rémunérations minimales garanties**. Cet écart varie selon le sexe (en moyenne de 61% pour les hommes et 50% pour les femmes) et selon la qualification (40% pour les non-cadres et 79% pour les cadres), il culmine à 150% au coefficient 900 (cadres supérieurs).

Profil des salaires réels et des rémunérations minimales garanties par coefficients hiérarchiques

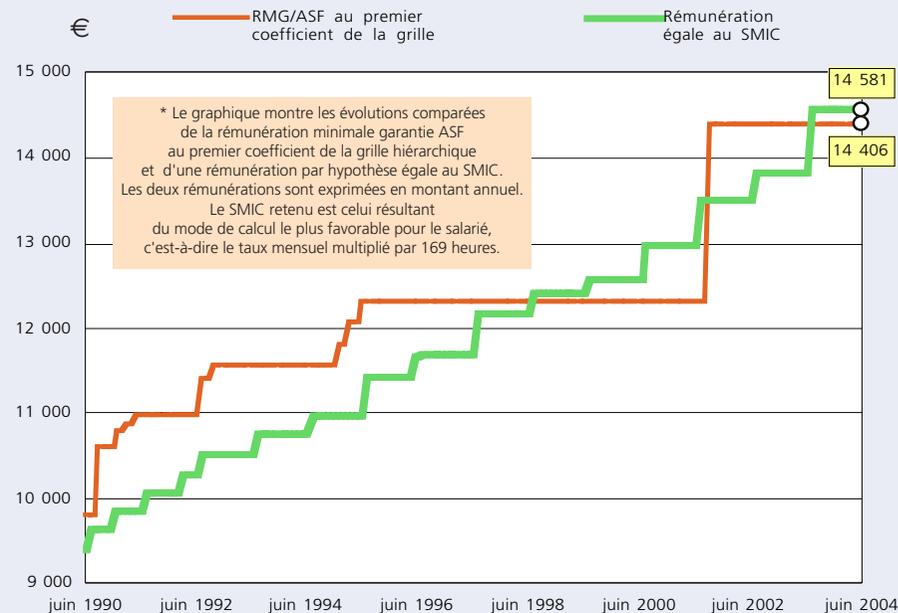


Ecart entre les salaires réels et les rémunérations minimales garanties*



* Ecart entre les salaires réels moyens (et ceux des 10% des salariés les moins rémunérés) et les rémunérations minimales garanties (résultant de l'accord du 17 juillet 2001). Pour chaque catégorie hiérarchique (regroupement de plusieurs coefficients hiérarchiques), la rémunération minimale garantie de chaque coefficient est prise pour base 100.

Rémunération minimale garantie ASF et SMIC*



4 - La formation professionnelle continue

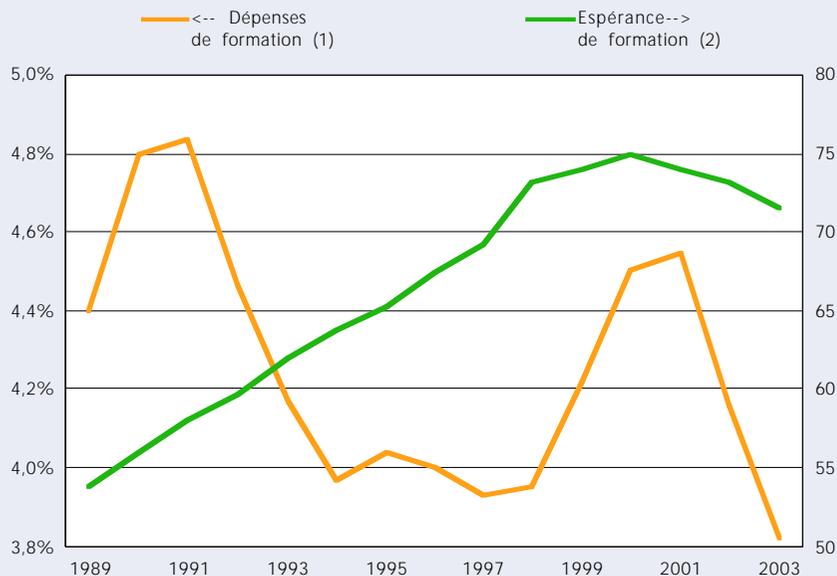
L'évolution de la formation professionnelle : moyens financiers et bénéficiaires au cours des dernières années

Pour la quatrième année consécutive, l'effort financier de formation de la profession se contracte légèrement : il s'établit en moyenne à **3,09%** de la masse salariale, en repli de **-0,18 point**, soit un recul comparable à celui enregistré au cours des deux années précédentes. Ce recul se retrouve dans les grands établissements (500 salariés et plus) avec -0,6 point ainsi que les moyens (de 50 à 499 salariés) avec -0,1 point, alors qu'à l'inverse les petits établissements (moins de 50 salariés) enregistre une légère hausse de +0,6 point. L'effort financier diverge assez sensiblement selon l'activité dominante de la société : il est le plus élevé dans les sociétés spécialisées dans les crédits renouvelables (4,9%, en léger recul de -0,7 point sur l'année précédente), il s'établit à 3,7% dans le financement de l'équipement (là aussi en léger recul de -0,7 point), 2,7% dans le financement immobilier (même niveau que l'année précédente), 2,3% dans les maisons de titres et autres PSI ((en hausse de +0,2 point) et 1,8% dans l'affacturage (en progression de +0,3 point).

La proportion de salariés de la profession ayant bénéficié, au cours de l'année 2003, d'au moins une action de formation, est également en recul : -1,3 point à 68%.

La règle selon laquelle l'effort de formation progresse à mesure que l'effectif augmente est une nouvelle fois avérée : en termes de moyens financiers, cet effort s'accroît, de 1,3% pour les sociétés de moins de 50 salariés à 3,8% pour celles de 500 salariés et plus en passant par 2,8% pour celles de 50 à 499 salariés. La proportion de stagiaires augmente elle aussi, de 40% dans les sociétés de moins de 50 salariés à 71% dans celles de 500 salariés et plus.

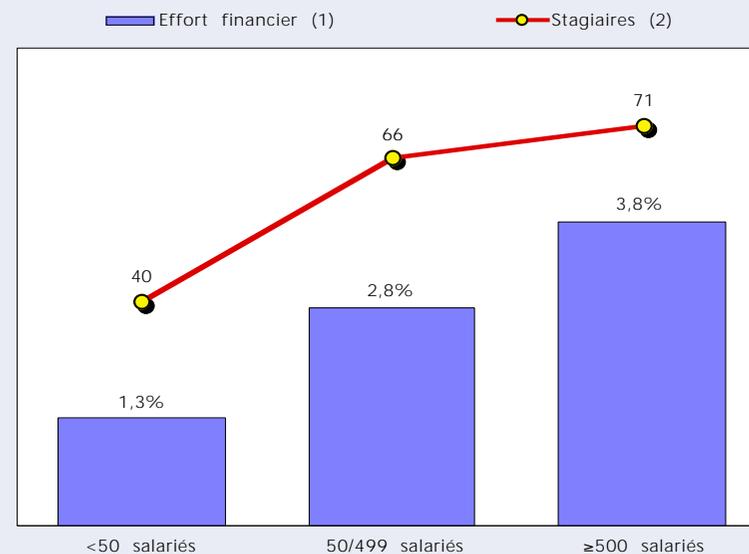
Moyens financiers et bénéficiaires de la formation : l'évolution sur les quinze dernières années



(1) En % de la masse salariale. Moyenne mobile sur 3 ans.

(2) Nombre de salariés ayant suivi au moins un stage au cours de l'année (pour 100 salariés). Moyenne mobile sur 3 ans.

La formation en 2003 selon la taille des sociétés



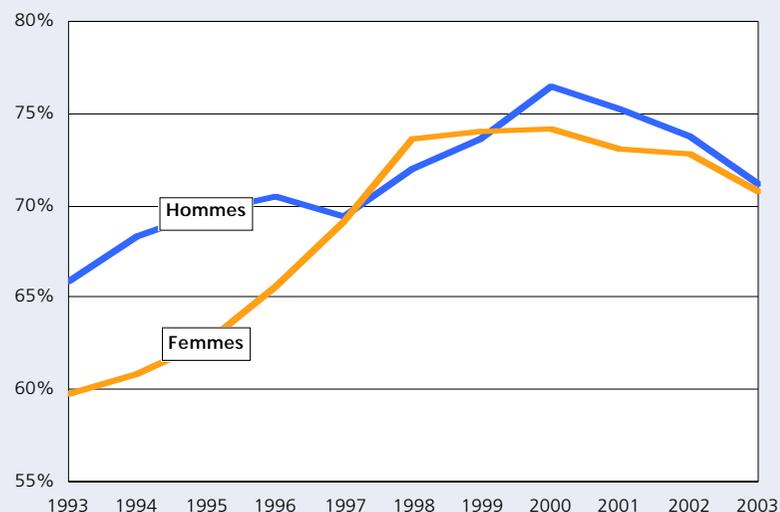
(1) En % de la masse salariale.

(2) Nombre de salariés ayant suivi au moins un stage au cours de l'année (pour 100 salariés).

Les bénéficiaires de la formation : évolution sur dix ans

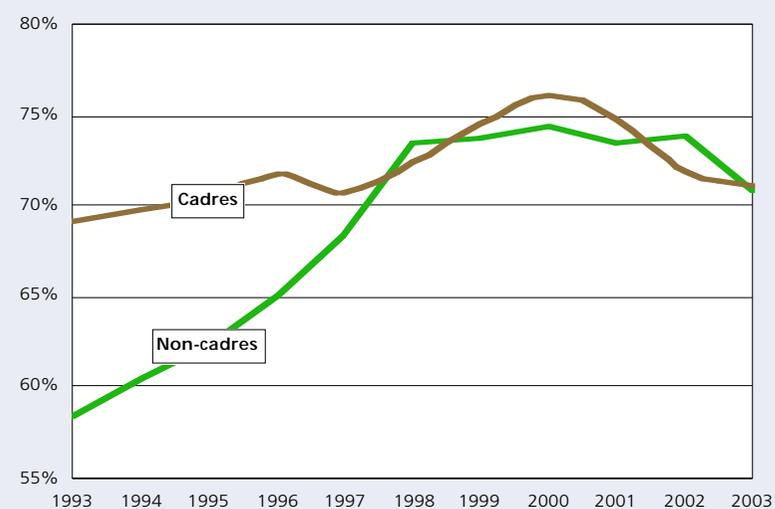
- Evolution d'ensemble** : En 2003, **68%** des salariés de la profession ont suivi au moins un stage de formation au cours de l'année contre 64% dix ans auparavant. La tendance de la dernière décennie est marquée à la fois par un rééquilibrage femmes / hommes et non-cadres / cadres et par un fléchissement d'ensemble du taux de bénéficiaires de formation dans les toutes dernières années.
- Analyse par sexes** : Sur les dix dernières années, la proportion de salariés **hommes** ayant suivi au moins un stage de formation au cours de l'année est passée de 66% à **71%**, après avoir atteint un "pic" autour de 75% / 76% au cours des années 1999 / 2001, soit une baisse certaine dans les dernières années. Pour les salariées **femmes**, cette proportion est passée de 60% à **71%** (soit un gain de onze points), avec, là aussi, un fléchissement dans la dernière période. Depuis six ans, l'"espérance de formation" des femmes était très proche de celle des hommes ; les deux se confondent maintenant en termes de tendance.
- Analyse par qualification** : Au cours de la même période, la proportion de salariés **cadres** ayant suivi au moins un stage de formation au cours de l'année passe de 69% à **71%**. Ce faible écart recouvre cependant un "pic" dans la zone des 75% / 76% au cours des années 1999 / 2001 avant le fléchissement que l'on enregistre depuis trois ans. Ces taux sont respectivement de 58% et **71%** pour les **non-cadres** (soit un gain de treize points en dix ans). Là aussi, après avoir culminé dans la zone des 73% / 74% dans les années 1998 à 2002, la tendance est à une certaine baisse. On notera enfin que l'on se trouve désormais dans une situation d'équilibre parfait entre les deux catégories (taux égal de 71%) en termes de tendance.

L'évolution de la proportion de stagiaires selon le sexe*



* En % de l'effectif de chaque sexe. Moyennes mobiles sur trois ans.

L'évolution de la proportion de stagiaires selon la qualification*



* En % de l'effectif de chaque catégorie hiérarchique. Moyennes mobiles sur trois ans.

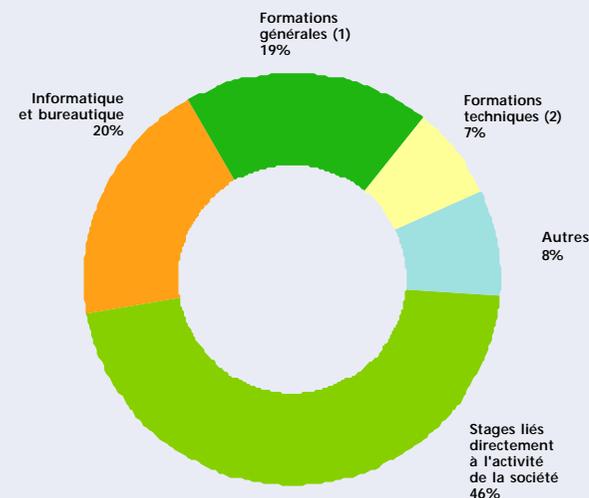
Le contenu et la réalisation de la formation

Le **nombre d'heures-stagiaires** est globalement en **léger recul** (-6,4%). La **durée moyenne** des stages est en **légère contraction** : -2,3%, à 13,2 heures.

La **composition des stages** par grands thèmes est la suivante en 2003 :

- La part des formations directement liées à l'**activité de la société** est de **45,2%**, en léger recul par rapport à l'année précédente. Cette proportion diminue à mesure que l'effectif des sociétés s'abaisse (29% dans les sociétés de moins de 50 salariés). La part dans le total atteint 73% dans les sociétés spécialisées dans le financement de l'immobilier.
- Les stages d'**informatique** et de bureautique représentent cette année **15,4%** du total, en faible hausse par rapport à 2002.
- Les stages de **formation générale** (expression, communication, langues vivantes) entrent pour **22,6%** dans l'ensemble, en léger retrait. Cette part culmine à 49% dans les maisons de titres et autres PSI.
- Les formations **techniques** (comptable, économique, fiscale et juridique) composent **7%** du total des heures-stagiaires, en légère progression. Cette part culmine à 13% dans les sociétés d'affacturage.
- Des **formations diverses** représentent **10,1%** du total.

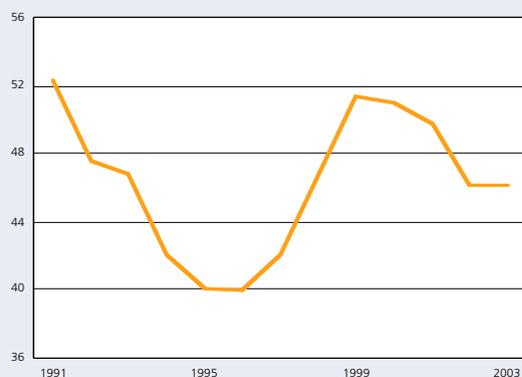
Composition moyenne des stages* de 1993 à 2003



(1) Expression, communication, langues vivantes, etc.
 (2) Formations comptable, économique, fiscale et juridique.

Evolution dans le temps de la part des principaux stages*

Formations directement liées à l'activité de la société



Informatique et bureautique



Formations générales (expression, communication ...)



* Pour 100 heures-stagiaires. Moyennes mobiles sur trois ans.

Annexes

- Données chiffrées -

	Pages
Annexes 1 à 4 : Structure de l'emploi	35 à 37
Annexes 5 à 7 : Flux d'effectifs	38 à 41
Annexe 8 : Formation professionnelle	42 et 43

Annexe 1
La répartition de l'effectif total
par coefficients hiérarchiques*

Coefficients hiérarchiques	En valeur absolue	En % du total	En % cumulé
C 150	57	0,6%	0,6%
C 165	207	2,1%	2,6%
C 180	225	2,3%	4,9%
C 195	588	5,9%	10,8%
C 210	576	5,8%	16,5%
C 225	701	7,0%	23,5%
C 240	935	9,4%	32,9%
C 255	767	7,7%	40,6%
C 275	356	3,6%	44,1%
C 295	524	5,2%	49,4%
C 310	514	5,1%	54,5%
C 325	115	1,2%	55,7%
C 340	262	2,6%	58,3%
C 300	112	1,1%	59,4%
C 360	690	6,9%	66,3%
C 400	1099	11,0%	77,3%
C 450	615	6,2%	83,4%
C 550	712	7,1%	90,6%
C 625	217	2,2%	92,7%
C 700	343	3,4%	96,2%
C 850	193	1,9%	98,1%
C 900	192	1,9%	100,0%
Total	10 000	100,0%	

Annexe 2
La répartition de l'effectif total
par coefficients hiérarchiques et par sexes*

Coefficients hiérarchiques	Hommes		Femmes		TOTAL	
	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient
C 150	9	15,8%	48	84,2%	57	100,0%
C 165	50	24,2%	157	75,8%	207	100,0%
C 180	44	19,6%	181	80,4%	225	100,0%
C 195	137	23,3%	451	76,7%	588	100,0%
C 210	120	20,8%	456	79,2%	576	100,0%
C 225	141	20,1%	560	79,9%	701	100,0%
C 240	227	24,3%	708	75,7%	935	100,0%
C 255	171	22,3%	596	77,7%	767	100,0%
C 275	85	23,9%	271	76,1%	356	100,0%
C 295	105	20,0%	419	80,0%	524	100,0%
C 310	141	27,4%	373	72,6%	514	100,0%
C 325	30	26,1%	85	73,9%	115	100,0%
C 340	89	34,0%	173	66,0%	262	100,0%
C 300	59	52,7%	53	47,3%	112	100,0%
C 360	335	48,6%	355	51,4%	690	100,0%
C 400	581	52,9%	518	47,1%	1099	100,0%
C 450	346	56,3%	269	43,7%	615	100,0%
C 550	444	62,4%	268	37,6%	712	100,0%
C 625	122	56,2%	95	43,8%	217	100,0%
C 700	250	72,9%	93	27,1%	343	100,0%
C 850	151	78,2%	42	21,8%	193	100,0%
C 900	165	85,9%	27	14,1%	192	100,0%
Total	3 802	38,0%	6 198	62,0%	10 000	100,0%

* Données établies sur la base d'un échantillon de 67 établissements regroupant environ 60% de l'effectif total de la profession. Données exprimées sur la base de 10 000 salariés.

Annexe 3
La composition des coefficients hiérarchiques selon l'âge*

Coefficients hiérarchiques	Moins de 25 ans		De 25 à 40 ans		De 41 à 55 ans		Plus de 55 ans		TOTAL	
	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient
C 150	8	14,0%	22	38,6%	24	42,1%	3	5,3%	57	100,0%
C 165	25	12,1%	160	77,3%	19	9,2%	3	1,4%	207	100,0%
C 180	56	24,9%	126	56,0%	39	17,3%	4	1,8%	225	100,0%
C 195	99	16,8%	395	67,2%	86	14,6%	8	1,4%	588	100,0%
C 210	44	7,6%	405	70,3%	115	20,0%	12	2,1%	576	100,0%
C 225	43	6,1%	475	67,8%	168	24,0%	15	2,1%	701	100,0%
C 240	91	9,7%	650	69,5%	168	18,0%	26	2,8%	935	100,0%
C 255	11	1,4%	536	69,9%	196	25,6%	24	3,1%	767	100,0%
C 275	8	2,2%	205	57,6%	129	36,2%	14	3,9%	356	100,0%
C 295	19	3,6%	279	53,2%	200	38,2%	26	5,0%	524	100,0%
C 310	13	2,5%	275	53,5%	209	40,7%	17	3,3%	514	100,0%
C 325			51	44,3%	55	47,8%	9	7,8%	115	100,0%
C 340	1	0,4%	159	60,7%	85	32,4%	17	6,5%	262	100,0%
C 300	17	15,2%	95	84,8%					112	100,0%
C 360	7	1,0%	577	83,6%	102	14,8%	4	0,6%	690	100,0%
C 400	14	1,3%	738	67,2%	323	29,4%	24	2,2%	1099	100,0%
C 450			416	67,6%	186	30,2%	13	2,1%	615	100,0%
C 550			274	38,5%	384	53,9%	54	7,6%	712	100,0%
C 625			115	53,0%	92	42,4%	10	4,6%	217	100,0%
C 700			132	38,5%	174	50,7%	37	10,8%	343	100,0%
C 850			57	29,5%	113	58,5%	23	11,9%	193	100,0%
C 900			27	14,1%	119	62,0%	46	24,0%	192	100,0%
Total	456	4,6%	6 169	61,7%	2 986	29,9%	389	3,9%	10 000	100,0%

* Données établies sur la base d'un échantillon de 67 établissements regroupant environ 60% de l'effectif total de la profession. Données exprimées sur la base de 10 000 salariés.

Annexe 4
La composition des coefficients hiérarchiques selon l'ancienneté*

Coefficients hiérarchiques	Moins de 3 ans		De 3 à 10 ans		De 11 à 15 ans		Plus de 15 ans		TOTAL	
	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient
C 150	17	29,8%	22	38,6%	4	7,0%	14	24,6%	57	100,0%
C 165	64	30,9%	121	58,5%	14	6,8%	8	3,9%	207	100,0%
C 180	123	54,7%	61	27,1%	12	5,3%	29	12,9%	225	100,0%
C 195	300	51,0%	194	33,0%	36	6,1%	58	9,9%	588	100,0%
C 210	135	23,4%	289	50,2%	57	9,9%	95	16,5%	576	100,0%
C 225	167	23,8%	323	46,1%	103	14,7%	108	15,4%	701	100,0%
C 240	276	29,5%	383	41,0%	131	14,0%	145	15,5%	935	100,0%
C 255	70	9,1%	319	41,6%	173	22,6%	205	26,7%	767	100,0%
C 275	42	11,8%	129	36,2%	72	20,2%	113	31,7%	356	100,0%
C 295	82	15,6%	160	30,5%	87	16,6%	195	37,2%	524	100,0%
C 310	81	15,8%	176	34,2%	85	16,5%	172	33,5%	514	100,0%
C 325	3	2,6%	35	30,4%	22	19,1%	55	47,8%	115	100,0%
C 340	18	6,9%	103	39,3%	60	22,9%	81	30,9%	262	100,0%
C 300	112	100,0%							112	100,0%
C 360	197	28,6%	355	51,4%	77	11,2%	61	8,8%	690	100,0%
C 400	220	20,0%	493	44,9%	167	15,2%	219	19,9%	1099	100,0%
C 450	109	17,7%	326	53,0%	94	15,3%	86	14,0%	615	100,0%
C 550	59	8,3%	247	34,7%	168	23,6%	238	33,4%	712	100,0%
C 625	27	12,4%	101	46,5%	51	23,5%	38	17,5%	217	100,0%
C 700	39	11,4%	137	39,9%	75	21,9%	92	26,8%	343	100,0%
C 850	24	12,4%	87	45,1%	35	18,1%	47	24,4%	193	100,0%
C 900	31	16,1%	81	42,2%	25	13,0%	55	28,6%	192	100,0%
Total	2 196	22,0%	4 142	41,4%	1 548	15,5%	2 114	21,1%	10 000	100,0%

* Données établies sur la base d'un échantillon de 67 établissements regroupant environ 60% de l'effectif total de la profession. Données exprimées sur la base de 10 000 salariés.

Annexe 5
Les flux d'effectifs en 2003 - Analyse selon l'effectif de la société

	ENSEMBLE DES SOCIETES	Analyse selon l'effectif de la société		
		Sociétés de 500 salariés et plus	Sociétés de 50 à 499 salariés	Sociétés de moins de 50 salariés
I - DONNEES DE BASE				
1 L'effectif au 31.12.2002	16 711	11 115	4 489	1 107
- Salariés titulaires d'un CDI	15 637	10 410	4 162	1 065
- Autres types de contrats (1)	1 074	705	327	42
2 Les entrées du 1.1.2003 au 31.12.2003	5 304	3 571	1 482	251
- Par CDI	1 332	774	456	102
- Autres types de contrats (1)	3 972	2 797	1 026	149
3 Les sorties du 1.1.2003 au 31.12.2003	4 923	3 388	1 302	233
- Pour fin de CDI	1 463	922	414	127
. Démission	621	328	247	46
. Licenciement(s) pour motif économique	32	10	7	15
. Licenciement(s) pour autre(s) motif(s)	268	162	89	17
. Mise et/ou départ en retraite ou préretraite	100	64	22	14
. Autres causes de fin de CDI (2)	442	358	49	35
- Pour fin d'autres types de contrats (1)	3 460	2 466	888	106
Salariés non-cadres promus cadres au cours de 2003	69	48	15	6
4 L'effectif au 31.12.2003	17 092	11 298	4 669	1 125
- Salariés titulaires d'un CDI	15 526	10 282	4 204	1 040
- Autres types de contrats (1)	435	1 016	465	85

(1) Contrats à durée déterminée et autres contrats (interimaires notamment).

(2) Décès, mutations intra-groupes (hors secteur ASF) ...

* Données établies sur la base d'un échantillon de 114 établissements regroupant 67% de l'effectif total de la profession.

Annexe 5 (suite)

Les flux d'effectifs en 2003 - Analyse selon l'effectif de la société (suite)

	ENSEMBLE DES SOCIETES	Analyse selon l'effectif de la société		
		Sociétés de 500 salariés et plus	Sociétés de 50 à 499 salariés	Sociétés de moins de 50 salariés
II - ELEMENTS D'ANALYSE				
1 L'analyse structurelle				
Nombre de sociétés ayant répondu à l'enquête	223			
Nombre de sociétés n'ayant pas de personnel en propre	92			
Nombre de sociétés n'ayant que du personnel détaché (3)	17			
Nombre de sociétés ayant une part de leur personnel détaché	30	4	11	15
Nombre de salariés détachés (3)	419	145	69	205
Nombre de sociétés ayant du personnel en propre	114	10	32	72
Effectif moyen / société au 31.12.2003	150	1130	146	16
2 L'analyse des flux				
Variation de l'effectif total 2003/2002	+2,3%	+1,6%	+4,0%	+1,6%
Variation de l'effectif CDI seul 2003/2002	-0,7%	-1,2%	+1,0%	-2,3%
Part des licenciements économiques (% des sorties CDI)	2,2%	1,1%	1,7%	11,8%
Sociétés dont l'effectif a été stable en 2003	25	0	2	23
Sociétés dont l'effectif a été en hausse en 2003	54	7	21	26
Nombre de sociétés	54	7	21	26
Taux d'évolution moyen	+7,6%	+7,2%	+7,4%	+13,8%
Sociétés dont l'effectif a été en baisse en 2003	34	3	9	22
Nombre de sociétés	34	3	9	22
Taux d'évolution moyen	-9,0%	-10,3%	-3,6%	-12,9%

(3) Salariés non soumis à la Convention collective des sociétés financières.

Annexe 6
Les flux d'effectifs en 2003 - Analyse selon l'activité dominante de la société

	ENSEMBLE DES SOCIÉTÉS	Analyse selon l'activité dominante de la société				
		Financement de l'équipement	Crédits renouvelables	Maisons de titres et divers	Affacturage	Financement de l'immobilier
I - DONNEES DE BASE						
1 L'effectif au 31.12.2002	16 711	6 068	4 390	2 220	2 491	1 542
- Salariés titulaires d'un CDI	15 637	5 556	4 036	2 138	2 425	1 482
- Autres types de contrats (1)	1 074	512	354	82	66	60
2 Les entrées du 1.1.2003 au 31.12.2003	5 304	2 017	2 254	374	539	120
- Par CDI	1 332	453	359	193	272	55
- Autres types de contrats (1)	3 972	1 564	1 895	181	267	65
3 Les sorties du 1.1.2003 au 31.12.2003	4 923	2 003	1 944	314	486	176
- Pour fin de CDI	1 463	637	297	190	224	115
. Démission	621	204	157	99	118	43
. Licenciement(s) pour motif économique	32	12	0	5	9	6
. Licenciement(s) pour autre(s) motif(s)	268	71	90	54	40	13
. Mise et/ou départ en retraite ou préretraite	100	50	2	9	24	15
. Autres causes de fin de CDI (2)	442	300	48	23	33	38
- Pour fin d'autres types de contrats (1)	3 460	1 366	1 647	124	262	61
Salariés non-cadres promus cadres au cours de 2003	69	25	19	9	14	2
4 L'effectif au 31.12.2003	17 092	6 082	4 700	2 280	2 544	1 486
- Salariés titulaires d'un CDI	15 526	5 372	4 109	2 150	2 473	1 422
- Autres types de contrats (1)	1 566	710	591	130	71	64

(1) Contrats à durée déterminée et autres contrats (interimaires notamment).

(2) Décès, mutations intra-groupes (hors secteur ASF) ...

Annexe 6 (suite)

Les flux d'effectifs en 2003 - Analyse selon l'activité dominante de la société (suite)

	ENSEMBLE DES SOCIETES	Analyse selon l'activité dominante de la société				
		Financement de l'équipement	Crédits renouvelables	Maisons de titres et divers	Affacturage	Financement de l'immobilier
II - ELEMENTS D'ANALYSE						
1 L'analyse structurelle						
Nombre de sociétés ayant répondu à l'enquête	223	64	4	67	14	74
Nombre de sociétés n'ayant pas de personnel en propre	92	24	0	24	3	41
Nombre de sociétés n'ayant que du personnel détaché (3)	17	3	1	6	0	7
Nombre de sociétés ayant une part de leur personnel détaché	30	14	0	6	4	6
Nombre de salariés détachés (3)	419	122	1	172	46	78
Nombre de sociétés ayant du personnel en propre	114	37	3	37	11	26
Effectif moyen / société au 31.12.2003	150	95	1175	34	182	20
2 L'analyse des flux						
Variation de l'effectif total 2003/2002	+2,3%	+0,2%	+7,1%	+2,7%	+2,1%	-3,6%
Variation de l'effectif CDI seul 2003/2002	-0,7%	-3,3%	+1,8%	+0,6%	+2,0%	-4,0%
Part des licenciements économiques (% des sorties CDI)	2,2%	1,9%	0%	2,6%	4,0%	5,2%
Sociétés dont l'effectif a été stable en 2003	25	7	0	10	1	7
Sociétés dont l'effectif a été en hausse en 2003						
Nombre de sociétés	54	21	3	15	5	10
Taux d'évolution moyen	+7,6%	+8,6%	+7,1%	+5,9%	+8,2%	+9,2%
Sociétés dont l'effectif a été en baisse en 2003						
Nombre de sociétés	34	9	0	12	5	9
Taux d'évolution moyen	-9,0%	-10,5%		-6,8%	-9,8%	-6,4%

(3) Salariés non soumis à la Convention collective des sociétés financières.

Annexe 7

La formation professionnelle continue en 2003 - Analyse selon l'effectif de la société

	ENSEMBLE DES SOCIETES		Sociétés de 500 salariés et plus		Sociétés de 50 à 499 salariés		Sociétés de moins de 50 salariés	
	En 2003	Δ 2003/2002	En 2003	Δ 2003/2002	En 2003	Δ 2003/2002	En 2003	Δ 2003/2002
A - L'EFFORT DE FORMATION								
. Les moyens financiers de la formation								
. Dépenses de formation en % de la masse salariale	3,09%	-0,18	3,83%	-0,60	2,75%	-0,11	1,34%	+0,6
. Les bénéficiaires de la formation								
. Effectif total au 31 décembre	15 078	+0,7%	11 101	-0,5%	3 139	+5,5%	838	-0,1%
. Nombre de stagiaires	10 308	-1,2%	7 917	-3,5%	2 057	+6,6%	334	+12,5%
. Qui suit des stages ?								
. Total des stagiaires en % de l'effectif total	68,4%	-1,3	71,3%	-2,2	65,5%	+0,7	39,9%	+4,5
Analyse selon le sexe								
. Stagiaires hommes en % de l'effectif hommes	69,7%	-0,7	72,7%	-1,4	68,8%	-0,4	38,4%	+8,1
. Stagiaires hommes cadres en % de l'effectif hommes cadres	69,3%	+2,0	73,6%	+1,7	65,9%	+1,3	39,7%	+6,3
. Stagiaires hommes non-cadres en % de l'effectif hommes non-cadres	70,5%	-4,8	71,2%	-6,1	73,9%	-3,1	33,8%	+15,1
. Stagiaires femmes en % de l'effectif femmes	67,5%	-1,7	70,5%	-2,6	62,8%	+1,4	40,9%	+1,8
. Stagiaires femmes cadres en % de l'effectif femmes cadres	74,5%	+4,8	79,4%	+6,2	68,5%	+6,0	48,1%	-6,4
. Stagiaires femmes non-cadres en % de l'effectif femmes non-cadres	64,9%	-4,1	67,5%	-5,5	60,5%	-0,5	35,4%	+6,2
Analyse selon la qualification								
. Stagiaires cadres en % de l'effectif cadres	71,3%	+3,1	76,0%	+3,5	66,9%	+3,0	43,3%	+1,4
. Stagiaires non-cadres en % de l'effectif non-cadres	66,3%	-4,3	68,4%	-5,7	64,5%	-1,1	35,1%	+8,0
. Comment se composent les stagiaires ? (pour 100 stagiaires)								
Analyse selon le sexe								
. Stagiaires hommes	40,0%	+0,4	38,1%	+0,1	47,1%	+0,1	41,3%	+4,6
. Stagiaires hommes cadres	25,2%	+2,1	23,9%	+2,2	28,5%	+1,1	33,5%	+1,5
. Stagiaires hommes non-cadres	14,8%	-1,7	14,2%	-2,0	18,6%	-1,0	7,8%	+3,1
. Stagiaires femmes	60,0%	-0,4	61,9%	-0,1	52,9%	-0,1	58,7%	-4,6
. Stagiaires femmes cadres	17,6%	+1,9	17,4%	+2,1	16,6%	+2,1	29,9%	-4,7
. Stagiaires femmes non-cadres	42,4%	-2,3	44,5%	-2,2	36,3%	-2,2	28,7%	+0,1
Analyse selon la qualification								
. Stagiaires cadres	42,8%	+4,0	41,3%	+4,2	45,1%	+3,1	63,5%	-3,2
. Stagiaires non-cadres	57,2%	-4,0	58,7%	-4,2	54,9%	-3,1	36,5%	+3,2
B - LE CONTENU ET LA REALISATION DE LA FORMATION								
. Composition des stages (en % du total d'heures-stagiaires)								
. Total (heures-stagiaires)	293 429	-6,4%	230 974	-10,1%	53 113	+0,1	9 343	+4,2%
. Informatique et bureautique	15,4%	+1,9	15,4%	+2,6	16,3%	-0,5	11,8%	-4,1
. Formations directement liées à l'activité de la société	45,2%	+0,8	48,5%	+1,8	33,7%	-1,1	29,1%	+0,5
. Formation générale comptable, économique, fiscale et juridique	6,7%	-0,6	6,0%	-0,4	9,7%	-1,5	8,6%	-5,6
. Autres formations générales (1)	22,6%	-2,4	19,1%	-3,8	35,5%	+1,1	35,7%	+0,8
. Divers	10,1%	+0,3	11,1%	-0,1	4,7%	+2,0	14,8%	+8,4
. Nombre total de stages correspondant	22 261	-4,2%	17 285	-6,2%	4 500	+3,0%	476	+9,9%
. Durée moyenne des stages (en heures)	13,18	-2,3%	13,36	-4,2%	11,80	+8,8%	19,63	-5,2%

(1) Expression, communication, langues vivantes ...

* Données établies sur la base d'un échantillon de 70 établissements regroupant 62% de l'effectif total de la profession.

Annexe 8
La formation professionnelle continue en 2003 - Analyse selon l'activité dominante de la société

	ENSEMBLE DES SOCIETES		Financement de l'équipement		Financement de l'immobilier		Affacturage		Maisons de titres et autres PSI		Crédits renouvelables	
	En 2003	Δ 2003/2002	En 2003	Δ 2003/2002	En 2003	Δ 2003/2002	En 2003	Δ 2003/2002	En 2003	Δ 2003/2002	En 2003	Δ 2003/2002
A - L'EFFORT DE FORMATION												
. Les moyens financiers de la formation												
. Dépenses de formation en % de la masse salariale	3,09%	-0,18	3,68%	-0,67	2,68%	0,0	1,75%	+0,31	2,32%	0,24	4,87%	-0,72
. Les bénéficiaires de la formation												
. Effectif total au 31 décembre	15 078	+0,7%	4 622	-1,1%	1 226	-9,3%	2 561	-0,5%	2 076	+3,1%	4 593	+5,3%
. Nombre de stagiaires	10 308	-1,2%	2 732	-1,3%	739	-12,5%	2 030	-1,4%	1 181	+11,8%	3 626	-2,0%
. Qui suit des stages ?												
. Total des stagiaires en % de l'effectif total	68,4%	-1,3	59,1%	-0,1	60,3%	-2,3	79,3%	-0,8	56,9%	+4,5	78,9%	-5,9
Analyse selon le sexe												
. Stagiaires hommes en % de l'effectif hommes	69,7%	-0,7	63,9%	-1,0	63,1%	-1,0	80,3%	-1,0	54,8%	+5,0	83,0%	-4,5
. Stagiaires hommes cadres en % de l'effectif hommes cadres	69,3%	+2,0	68,8%	2,5	64,4%	-2,0	77,1%	-0,8	51,9%	7,6	85,6%	-2,1
. Stagiaires hommes non-cadres en % de l'effectif hommes non-cadres	70,5%	-4,8	53,9%	-8,5	60,4%	+1,0	84,6%	-0,8	65,0%	-+2,7	80,4%	-7,0
. Stagiaires femmes en % de l'effectif femmes	67,5%	-1,7	55,7%	0,5	58,7%	-3,0	78,5%	-0,6	59,1%	+3,9	77,2%	-6,5
. Stagiaires femmes cadres en % de l'effectif femmes cadres	74,5%	+4,8	71,0%	3,4	82,7%	+15,0	80,5%	+5,0	58,3%	5,7	84,0%	+2,5
. Stagiaires femmes non-cadres en % de l'effectif femmes non-cadres	64,9%	-4,1	49,7%	-1,1	50,2%	-9,0	77,9%	-2,1	59,7%	+2,6	75,3%	-8,9
Analyse selon la qualification												
. Stagiaires cadres en % de l'effectif cadres	71,3%	+3,1	69,6%	2,9	72,0%	+5,0	78,3%	+1,2	54,2%	7,0	84,8%	+0,2
. Stagiaires non-cadres en % de l'effectif non-cadres	66,3%	-4,3	50,7%	-3,1	52,1%	-7,1	79,8%	-1,8	61,4%	+1,0	76,4%	-8,5
. Comment se composent les stagiaires ? (pour 100 stagiaires)												
Analyse selon le sexe												
. Stagiaires hommes	40,0%	+0,4	45,0%	-0,9	37,1%	+2,5	42,5%	+0,6	49,9%	+1,2	32,2%	+0,1
. Stagiaires hommes cadres	25,2%	+2,1	32,5%	+2,7	25,7%	+1,6	23,6%	+1,3	36,5%	3,4	16,7%	+1,3
. Stagiaires hommes non-cadres	14,8%	-1,7	12,5%	-3,6	11,4%	+1,0	18,9%	-0,7	13,4%	+2,2	15,5%	-1,2
. Stagiaires femmes	60,0%	-0,4	55,0%	0,9	62,9%	-2,5	57,5%	-0,6	50,1%	-1,2	67,8%	-0,1
. Stagiaires femmes cadres	17,6%	+1,9	19,8%	+2,4	23,3%	+1,7	13,4%	+1,9	22,6%	1,5	15,5%	+1,6
. Stagiaires femmes non-cadres	42,4%	-2,3	35,2%	-1,5	39,6%	-4,3	44,0%	-2,4	27,5%	-+2,7	52,3%	-1,7
Analyse selon la qualification												
. Stagiaires cadres	42,8%	+4,0	52,3%	+5,1	49,0%	+3,3	37,0%	+3,1	59,1%	4,8	32,2%	+2,9
. Stagiaires non-cadres	57,2%	-4,0	47,7%	-5,1	51,0%	-3,3	63,0%	-3,1	40,9%	-+4,8	67,8%	-2,9
B - LE CONTENU ET LA REALISATION DE LA FORMATION												
Composition des stages (en % du total d'heures-stagiaires)												
. Total (heures-stagiaires)	293 429	-6,4%	81 691	-12,8%	26 776	-20,2%	40 351	+13,7%	30 618	+10,5%	113 994	-7,3%
. Informatique et bureautique	15,4%	+1,9	18,2%	-1,4	9,8%	+3,7	16,4%	+1,4	12,8%	-3,2	15,1%	+5,3
. Formations directement liées à l'activité de la société	45,2%	+0,8	30,3%	-1,0	72,8%	+4,9	44,0%	+8,2	27,6%	+4,2	54,6%	-0,6
. Formation générale comptable, économique, fiscale et juridique	6,7%	-0,6	12,4%	+2,9	0,9%	-0,7	13,2%	-5,5	5,8%	-+6,0	2,0%	-0,9
. Autres formations générales (1)	22,6%	-2,4	34,1%	-1,2	15,4%	-8,6	19,1%	-4,4	49,2%	+3,8	10,1%	-3,1
. Divers	10,1%	+0,3	5,0%	0,7	1,2%	+0,7	7,3%	+0,3	4,6%	1,2	18,2%	-+0,6
. Nombre total de stages correspondant	22 261	-4,2%	5 598	-9,2%	1 153	-31,0%	4 056	+23,2%	1 444	-+9,8%	10 010	-4,7%
. Durée moyenne des stages (en heures)	13,18	-2,3%	14,59	-3,9%	23,22	+15,7%	9,95	-7,7%	21,20	22,5%	11,39	-2,7%

(1) Expression, communication, langues vivantes ...

* Données établies sur la base d'un échantillon de 70 établissements regroupant 62% de l'effectif total de la profession.

